

CONSEIL DES MINISTRES
Le président de la République préside une réunion

P 16

INVESTISSEMENT DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'entrave du FMI

Alors que l'Algérie s'apprête à accueillir le 7e Sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (GECF), qui se tiendra à Alger, du 29 février au 2 mars, le gaz est devenu la pierre angulaire et la clé de voute du processus de transition énergétique. P 3



SALON INTERNATIONAL BUILTEC 2024

Des conventions de partenariat à la clé



La quatrième édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies « BuilTec » se tiendra du 20 au 23 février à Constantine. Cette édition verra la signature de plusieurs conventions de partenariat ainsi que la présentation de projets et produits innovants pour la première fois en Algérie.

P 2

PHARMACIE CENTRALE DES HÔPITAUX

145 milliards DA de chiffre d'affaires en 2023

La Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) a réalisé un chiffre d'affaires de 145 milliards de DA en 2023, dont 75% a été alloué pour le médicament et 40% pour les dispositifs médicaux, et un stock commercial de produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux) estimé à 42 milliards DA à fin décembre 2023, soit 3,5 mois de couverture.

P 5

COMPLEXE GAZIER "IN SALAH GAS"

Une valeur ajoutée pour renforcer la sécurité énergétique en Algérie



Le complexe "In Salah Gas" avec ses sept (7) champs gaziers situés dans le sud du pays, revêt une grande importance économique, au vu de la valeur ajoutée qu'il représente pour l'économie nationale, en termes de capacité maximale de production qui s'élève à neuf (9) milliards de m3/an, outre sa contribution au renforcement de la sécurité énergétique en Algérie.

P 3

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR L'ENTREPRENEURIAT À L'UNIVERSITÉ BATNA 1

L'importance de l'encadrement adéquat de l'étudiant souligné P 2

HIROSHI HASHIMOTO, EXPERT JAPONAIS

«L'Algérie en mesure de conduire les efforts visant à rendre les approvisionnements gaziers plus efficaces» P 3

COMPORTEMENT DU CITOYEN VIS-À-VIS DES DÉCHETS

Lancement d'une étude nationale par l'AND P 5

ALGÉRIE TÉLÉCOM
Raccordement des sites AADL à internet par fibre optique avant leur distribution

Algérie Télécom (AT) et l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) ont signé, dimanche, une convention-cadre ayant pour objectif le raccordement des sites AADL à internet par fibre optique avant même leur distribution aux citoyens, a indiqué AT dans un communiqué.

La convention-cadre, signée en présence du président directeur général d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, et du directeur général de l'AADL, Fouad Mokrani, vise principalement à « améliorer le cadre de vie dans les sites AADL en fournissant l'accès à internet par fibre optique et les raccorder avant même leur distribution aux citoyens ». Elle vise également à « connecter à internet haut et très haut débit, l'ensemble des pôles urbains en cours de construction, ainsi que les projets à venir ».

La convention contribuera, aussi, à « accélérer le lancement des activités commerciales au niveau des sites AADL, en les dotant de connexions haut et très haut débit, favorisant ainsi le développement économique local ». « Cette collaboration stratégique témoigne de l'engagement continu d'Algérie Télécom à fournir des services de qualité et à soutenir le développement socio-économique du pays », souligne la même source.

R. E.

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR L'ENTREPRENEURIAT À L'UNIVERSITÉ BATNA 1

L'importance de l'encadrement adéquat de l'étudiant souligné

L'esprit d'entrepreneuriat et l'innovation chez les étudiants "exigences et défis" a constitué le thème d'un séminaire international lancé samedi après-midi à l'université Batna 1 avec une présence remarquable des étudiants de diverses spécialités.

Par R. E.

La manifestation scientifique de deux jours a capté dans sa séance inaugurale organisée à la salle des conférences de l'université en plus d'encadreur d'incubateurs, enseignants spécialisés et intéressés par les startup, un nombre d'opérateurs économiques et investisseurs. « L'importance de conjuguer les efforts entre l'université et les membres participants du milieu socio-économique en vue d'encourager l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et l'accompagnement des initiatives innovantes à travers l'aide nécessaire pour les concrétiser sur le terrain » a été soulignée à cette occasion. Des participants ont mis l'accent sur « l'importance de l'encadrement adéquat de l'étudiant afin de concrétiser son projet selon les démarches techniques requises et les principes scientifiques

avec l'ouverture du champ aux investisseurs pour l'adoption de projets et la contribution à leurs financements ». La présidente du séminaire, le docteur, Samia Toumi a indiqué que "la manifestation intervient pour démontrer le concept de l'esprit entrepreneurial en milieu universitaire et la clarification de sa relation avec le processus de garantie de la qualité avec l'ouverture sur les milieux socio-économique de l'université", ajoutant que les interventions programmées seront basées sur l'encadrement pédagogique pour développer l'esprit entrepreneurial chez l'étudiant et la détermination de la relation de l'accompagnement nécessaire des projets innovants et les besoins nécessaires pour les réussir. Pour sa part, le directeur du centre de développement de l'entrepreneuriat à l'université Batna 1, le docteur Chekib Kahiya a évoqué "les efforts déployés par

l'université pour faire répandre la culture de l'entrepreneuriat parmi les rangs des étudiants et les encourager à innover ainsi que les initiatives lancées pour promouvoir cette orientation et l'encadrement des porteurs de projets et leur accompagnement pour concrétiser les objectifs tracés à savoir la création de leurs propres projets ". Au menu de ce séminaire international initié par le département de psychologie, sciences de l'éducation et orthophonie de la faculté des sciences humaines et sociales en collaboration avec le laboratoire de La psychologie de l'usager de la route, des interventions en présentiel et autres via vidéoconférence en plus d'ateliers pratiques au profit de porteurs de projets encadrés par des formateurs exerçant à l'incubateur et au centre de développement de l'entrepreneuriat relevant de l'université Batna1.

ENTREPRENARIAT

Atelier de formation au profit des femmes porteuses de projets

La Caravane nationale de la Femme Leader est arrivée, samedi à l'Institut national spécialisé dans la formation professionnelle « Larbi Bendahmane » à Sig (Mascara), dans le cadre d'une tournée qui sillonnera plusieurs wilayas.

Cette caravane, organisée à l'initiative de la Fondation des jeunes leaders algériens, en coordination avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, sous le slogan « Femme leader pour le développement local », a ciblé 80 femmes de la wilaya de Mascara, por-

teuses de projets économiques et d'idées innovantes, des adhérentes dans des associations et des femmes rurales. Le programme de cette étape d'une journée a compris l'organisation d'ateliers de formation axés sur les thèmes « compétences en

leadership », « compétences en communication communautaire », « bases du marketing », « mode de création des idées », « présentation des principes et objectifs du développement durable » et « intelligence financière », a indiqué à l'APS le superviseur général de la

caravane, Nabila Bensalem. L'encadrement de ces sessions est supervisé par des enseignants de l'Université « Mustapha Stambouli » de Mascara, ainsi que de chercheurs et spécialistes dans les domaines de la gestion et du développement économique.

« PARTNERS DAY » BY CAAT

« Pour accompagner les mutations économiques en cours »

La Compagnie Algérienne des Assurances (CAAT) réunit ses partenaires aujourd'hui lundi à Alger autour d'un séminaire sous le thème « L'Assurance : Relever les défis des mutations économiques en cours ». Experts internationaux interviendront sur des thématiques globales en économie, dans le domaine de la réassurance mais aussi sur le sujet sensible

du réchauffement climatique. Des aspects cruciaux seront abordés relatifs à la gestion des risques, l'optimisation des programmes d'assurance, les dernières tendances en matière de réassurance, les risques émergents et ceux liés aux changements climatiques et leurs impacts sur les économies. Le Président Directeur Général de la CAAT, M. Nacer SAIS est ravi d'ac-

cueillir les Experts intervenants, les partenaires et les représentants de la presse pour débattre de l'ensemble de ces problématiques de l'heure, indique la compagnie dans un communiqué. M. SAIS insistera à cette occasion sur la place prépondérante de l'assurance et le rôle qu'elle joue en tant que levier de croissance, notamment dans le contexte du commerce international.

L'événement promet un riche débat, répondant aux besoins légitimes des assurés en matière d'optimisation des programmes en la matière. La CAAT réaffirmera pour la circonstance à ses nombreux partenaires son engagement en tant qu'assureur de premier plan dans le Management des grands risques.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INVESTISSEMENT DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'entrave du FMI

Alors que l'Algérie s'apprête à accueillir le 7e Sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (GECF), qui se tiendra à Alger, du 29 février au 2 mars, le gaz est devenu la pierre angulaire et la clé de voute du processus de transition énergétique. Avec une part en constante progression en termes de consommation dans le monde, le gaz naturel est plébiscité à l'échelle mondiale comme étant une ressource au rôle clé dans la transition énergétique, affichant désormais une croissance plus rapide que celle du pétrole, pour atteindre 26% de la demande en énergie à l'horizon 2050. C'est du moins l'espérance des membres de ce forum, sauf que des ministres africains des finances, ont appelé à un FMI « adapté au XXIe siècle ».

Par Réda Hadi

Par essence la transition énergétique oblige à de lourds investissements, donc recours à des prêts. Et c'est là où le bât blesse, et le FMI est la principale source. Aussi, ces ministres des finances réclament un renforcement du modèle opérationnel, des instruments de prêt et de la structure de gouvernance afin de pouvoir faire face plus efficacement à ce passage obligé qu'est la transition énergétique. Pour le GECF, il ne fait aucun doute que le gaz naturel s'affirme comme la source d'hydrocarbures la plus propre et donc la moins polluante et a, de ce fait, un rôle vital à jouer dans le sillage de la transition énergétique mondiale vers les énergies vertes, y recourir demande aussi des investissements. Les agissements de cette institution internationale, ont été aussi décriés par le Patron de TotalEnergies, qui assure que « Les investissements dans les énergies renouvelables en Afrique sont entravés par l'insuffisance des garanties de prêt du gouvernement, alors que le Fonds monétaire international maintient un contrôle strict sur l'endettement des pays ». Beaucoup d'économistes assurent aussi qu'au moment où la planète se mobilise pour cet objectif, appellent à mettre fin au remboursement des coûts administratifs du PRGT, et vendre une partie des réserves d'or du FMI à moyen terme afin d'accroître la disponibilité des financements. Or les in-

vestissements peuvent être la pierre d'achoppement de toute velléité de réussite. Une raison pour laquelle les ministres africains des finances ont insisté à ce que les institutions internationales bailleuses de fonds réexaminent les limites d'accès au fur et à mesure de la disponibilité des ressources. Plus précisément, ils ont demandé que la limite d'accès annuelle du PRGT soit portée à 200 % de la quote-part et que la limite d'accès cumulée soit portée à 600 % de la quote-part, conformément aux augmentations des limites d'accès au compte des ressources générales (CRG) qui ont été décidées récemment. Peut-être une raison pour laquelle le patron de TotalEnergies dit que les règles du FMI entrave les projets. Or le FMI fort de sa position dominante estime, que les Etats ne pourront pas à eux seuls assurer le financement de la transition énergétique. Pour la simple et unique raison que les finances publiques n'y survivraient pas.

Inquiétude des pays très endettés

Le Fonds monétaire international (FMI) est explicite : compter sur la seule dépense publique pour atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici le milieu du siècle afin de limiter le réchauffement climatique augmenterait de 45 à 50 % en moyenne les ratios d'endettement public rapporté au PIB. Le recours à l'emprunt devient donc aussi

nécessaire qu'obligatoire. Pour le FMI, donc une telle trajectoire est insoutenable à terme « Un endettement élevé, des taux d'intérêt en hausse et des perspectives de croissance plus faibles rendront encore plus difficile l'équilibre des finances publiques. Or beaucoup d'analystes, estiment que le FMI et la Banque mondiale sont très attendus sur le climat et l'aide aux pays endettés. Mais que pour cela, ces institutions doivent renforcer l'aide aux pays confrontés à un fort endettement, tout en participant plus activement au financement de la transition énergétique, tel est l'équilibre qu'elles devront trouver. Plusieurs pays, africains, s'inquiètent de voir le financement de la transition climatique prendre le pas sur l'éradication de la pauvreté et l'aide aux pays confrontés à une crise de la dette. Certes, l'Afrique ne contribue qu'à hauteur de 4% des émissions de gaz à effet de serre pourtant notre continent est la principale victime et subit de plein fouet les effets dévastateurs du changement climatique. Mais pour beaucoup de pays du continent les préoccupations sont autres, alors que plus d'une vingtaine d'entre eux sont proches ou d'ores et déjà en état de surendettement, et certains états dont l'Égypte, et la Tunisie ont déjà un plan d'aide du FMI, par exemple. Pour le GECF, le gaz représente une alternative peu chère et rentable avec des investissements pas trop lourds à porter.

COMPLEXE GAZIER "IN SALAH GAS"

Une valeur ajoutée pour renforcer la sécurité énergétique en Algérie

Le complexe "In Salah Gas" avec ses sept (7) champs gaziers situés dans le sud du pays, revêt une grande importance économique, au vu de la valeur ajoutée qu'il représente pour l'économie nationale, en termes de capacité maximale de production qui s'élève à neuf (9) milliards de m3/an, outre sa contribution au renforcement de la sécurité énergétique en Algérie. Utilisant des technologies modernes et respectueuses de l'environnement dans l'extraction du gaz, cette joint-venture contribue à la promotion des performances des cadres nationaux et au développement local depuis le lancement du processus de production en 2004, ont indiqué les responsables de ce complexe. Fruit d'un partenariat entre le groupe Sonatrach et les compagnies Eni (Italie) et Equinor (Norvège), cet important projet énergétique comprend cinq (5) unités de production, sept (7) champs gaziers et 62 puits, dont 44 exploités, répartis sur l'ensemble de ses gisements, avec une capacité de production supérieure à 5,5 milliards m3/an et la possibilité de produire plus de neuf (9) milliards m3/an, a indiqué à l'APS le directeur de la joint-venture, Mohamed Charef. A travers ce complexe, Sonatrach couvre une partie importante des besoins nationaux en gaz naturel, qui constitue

une ressource essentielle pour le marché européen, notamment au regard de la demande croissante sur cette énergie stratégique, ajoute le même responsable qui a fait état d'un travail en cours pour développer les capacités de production à moyen et long termes. Sonatrach tend également à augmenter les capacités de production, en adoptant de nouveaux procédés d'exploration et de prospection, grâce aux technologies et techniques de pointe, en sus de l'extension des principales lignes de transport dont le linéaire s'étend actuellement sur plus de 2.000 km, selon M. Charef qui a fait savoir que Sonatrach procède au forage de deux nouveaux puits, dont la mise en service est prévue durant le deuxième semestre de l'année en cours, avec une capacité de production dépassant les deux millions de m3/jour, et ce en collaboration avec les partenaires. Les responsables de ce projet énergétique veillent à l'application de toutes les mesures de sécurité, en vue de protéger les personnes et d'assurer la sécurité environnementale, à travers l'élaboration d'une cartographie, en utilisant les technologies de pointe, en sus des postes de surveillance et de contrôle à travers toutes les unités et l'exploitation des expertises, l'objectif étant de développer les opérations

de production avec des procédés propres et sûrs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et un écosystème intégré et optimal de gestion doté d'équipements modernes en vue de signaler tout danger en cas de concentrations élevées en CO2 dans l'atmosphère, d'incendie ou d'explosion. Pour sa part, le responsable de l'environnement, Abdelkrim Ouezine a rappelé que Sonatrach détenait le certificat de système de gestion de l'environnement de l'année 2001 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), avec pour objectif de protéger l'environnement, de se conformer aux normes en vigueur et de réduire les émissions de polluants, en assurant une surveillance continue et périodique de l'ensemble des infrastructures industrielles et manufacturières, ainsi que du matériel utilisé dans le processus de production. Il a indiqué, dans ce contexte, que le groupe Sonatrach travaillait avec le partenaire italien Eni, en vue de mettre en place un plan d'action pour réduire son empreinte carbone à long terme (2023-2030), et protéger l'environnement, en limitant les émissions de CO2 issues de l'exploitation de cette ressource naturelle.

Synthèse R E.

HIROSHI HASHIMOTO,
EXPERT JAPONAIS«L'Algérie
en mesure de
conduire les efforts
visant à rendre les
approvisionnements
gaziers plus
efficaces»

L'Algérie qui accueille du 29 février au 2 mars le 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) est, grâce à son "rôle grandissant" en tant que fournisseur énergétique "sûr et fiable", en mesure de conduire, au sein du Forum, les efforts visant à rendre les chaînes de valeur d'approvisionnement en gaz plus propres et plus efficaces, a indiqué l'expert japonais Hiroshi Hashimoto. "L'Algérie devrait et peut diriger les efforts visant à rendre les chaînes de valeur d'approvisionnement en gaz plus propres et plus efficaces au sein du GECF", a déclaré à l'APS M. Hashimoto, chercheur principal à l'Institut japonais d'économie de l'énergie (IEEJ). La chaîne de valeur de l'industrie gazière comporte l'exploration et la production (l'amont gazier), le transport, le stockage et la commercialisation (segment intermédiaire) ainsi que l'aval qui concerne le traitement du gaz naturel et sa distribution. Evoquant "le rôle grandissant" de l'Algérie en tant que "fournisseur sûr et fiable de gaz naturel notamment", ce spécialiste du marché gazier a souligné qu'"il est certain que l'Algérie sera un fournisseur plus important de gaz (et d'autres sources d'énergie propre) de l'Europe dans les années à venir". M. Hashimoto, a également relevé que le GECF a toujours été une efficace et importante interface de communication entre les pays exportateurs de gaz et les importateurs et "le sera à l'avenir". Dans le contexte actuel "difficile", marqué par les tensions géopolitiques qui impactent les marchés énergétiques mondiaux et notamment l'industrie gazière, le rôle du GECF, qui assure près de la moitié des exportations gazières mondiales, "sera encore plus important pour promouvoir la coopération acheteur-vendeur afin de développer le gaz comme source d'énergie propre", a noté l'expert japonais, dont le pays a été l'un des premiers importateurs de GNL algérien au début des années 1960. Créé en 1966, l'IEEJ est un Centre de recherche étatique qui mène des études dans le domaine de l'énergie d'un point de vue économique, dans le but de contribuer au bon développement des industries japonaises. Il intervient aussi dans des sujets tels que les problèmes environnementaux et la coopération internationale liée à l'énergie. Les pays membres du GECF représentent 70 % des réserves mondiales de gaz, plus de 40 % de la production commercialisée et 40 % des exportations mondiales de gaz. De plus, Ces pays représentent plus de la moitié des exportations mondiales de Gaz naturel liquéfié (GNL) (51%).

R E.

MASCARA

Lancement d’une opération pilote pour le Recensement général de l’agriculture

Une opération pilote pour le recensement général de l’agriculture (RGA) a débuté, dimanche, à partir de la commune de Oued Taria (wilaya de Mascara), a-t-on appris du directeur locale des Services agricoles (DSA). L’opération, dont le lancement a été supervisé par les autorités locales de la daïra de Oued Taria, concerne sept circonscriptions totalisant 1.324 exploitations agricoles, individuelles et collectives (EAI/EAC), a précisé à l’APS Mohamed Djebiri. L’objectif de cette opération, qui s’étalera sur une durée de 15 jours, dont le suivi sera assuré par la Commission de wilaya chargée du recensement général agricole, est d’identifier les potentialités de toutes les exploitations agricoles activant dans diverses filières, en recueillant des données et des informations précises relatives à leurs activités et à leurs potentiels respectifs. Elle est appelée, également, à actualiser les données relatives aux équipements et aux matériels agricoles dont dispose la commune de Oued Taria, ainsi qu’à identifier son patrimoine animalier et les capacités d’irrigation de la région. Le même responsable a fait savoir que le ministère de l’Agriculture et du Développement rural a retenu Oued Taria comme commune pilote, parmi six autres collectivités locales du pays, pour la mise en œuvre de l’opération nationale relative au recensement général de l’agriculture. Il convient de signaler que 14 agents de recensement, choisis parmi les agents de la DSA, de la Conservation des forêts et de la commune de Oued Taria, ont été mobilisés pour concrétiser cette opération, qui vise également à évaluer l’efficacité des capacités humaines et matérielles devant être mobilisées pour le recensement général de l’agriculture. Elle est également destinée à "tester" les aptitudes des agents recenseurs, qui ont bénéficié d’une session de formation, organisée les 7 et 8 février en cours, ainsi qu’à évaluer l’action de la Commission de wilaya chargée de la préparation et du suivi du RGA, a rappelé la même source.

SALON INTERNATIONAL DE L’AGROALIMENTAIRE ET DE L’EMBALLAGE

Plus de 130 exposants attendus à la troisième édition

La troisième édition du Salon international de l’agroalimentaire et de l’emballage "Agropack Expo", se tiendra du 20 au 23 février au Palais des expositions d’Alger, ont indiqué dimanche les organisateurs dans un communiqué. Cette manifestation sera marquée par la participation de plus de 130 exposants nationaux et étrangers venant de plusieurs pays, dont l’Egypte, la Tunisie, l’Italie, la Belgique et la France, selon la même source. "Agropack Expo sera un point de rencontre des acteurs économiques pour découvrir les dernières évolutions du secteur, de la matière première, des équipements, de la machinerie, des technologies utilisées dans le domaine de l’emballage de divers types tels que le carton, le papier, le plastique, le métal, ainsi que les produits alimentaires", précisent les organisateurs.

SALON INTERNATIONAL BUILTEC 2024

Des conventions de partenariat à la clé

La quatrième édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies « BuilTec » se tiendra du 20 au 23 février à Constantine. Cette édition verra la signature de plusieurs conventions de partenariat ainsi que la présentation de projets et produits innovants pour la première fois en Algérie.

Par Slimane T.

S’exprimant lors d’une conférence de presse tenue à l’hôtel Marriott, où se tiendra ce Salon international, Mohamed Seifeddine Salhi, directeur général de l’entreprise organisatrice "Media Smart", a déclaré que les nouveautés de cette quatrième édition consistent, notamment en la participation d’entreprises étrangères spécialisées dans le domaine des technologies modernes de construction, qui rechercheront des opportunités de coopération pour conclure des conventions de partenariat avec des entreprises nationales. Le représentant de l’entreprise Chiali, M. Djallel Sofiane Ben Aida, présent lors de cette conférence, a indi-

qué que parmi les innovations qui seront mises en valeur à l’occasion de cette édition du Salon "BuilTec" de Constantine, un produit utilisé dans l’isolation thermique et phonique des bâtiments et également pour protéger les canalisations et les réseaux de distribution d’eau et de gaz, importés auparavant en grandes quantités et à des prix exorbitants, qui sera désormais fabriqué en Algérie aux moindres coûts. De son côté, le vice-recteur de l’Université Larbi Ben M’hidi d’Oum El Bouaghi, a indiqué que plusieurs clubs scientifiques actifs au sein de cette université présenteront lors de ce Salon international des projets innovants, à l’instar du projet de contrôle à distance des infrastructures par le biais de l’intelli-

gence artificielle (IA). La présentation de ces projets a pour but de proposer aux entreprises et aux institutions économiques et de travaux publics, un moyen moderne destiné à améliorer les méthodes de construction d’infrastructures et obtenir des informations techniques précises. A signaler que la quatrième édition du Salon international "BuilTec" verra la participation d’une cinquantaine d’exposants et la présentation de 38 conférences scientifiques, en sus de l’organisation d’une journée technique en partenariat avec l’Agence Nationale pour le Développement et la Rationalisation de l’Utilisation de l’Energie (APRUE), ainsi qu’une journée d’étude en coordination avec l’Agence Nationale des Architectes.

APN

Une mission d’information provisoire en visite à Ain Témouchent

Une mission d’information provisoire de la commission des Finances et du Budget de l’Assemblée populaire nationale (APN) s’est rendue samedi à Ain Témouchent, pour s’enquérir du processus de numérisation du secteur financier dans cette wilaya. Le président de la commission des finances et du budget de l’APN, M. Saad Beghidja a précisé que la visite de cette mission d’information provisoire à Ain Témouchent a pour objectif de promouvoir cette jeune wilaya, d’accompagner ses projets et de s’enquérir du processus de numérisation du secteur financier ». M. Beghidja a affirmé que « la numérisation figure parmi les engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fixé un délai de six mois aux différents secteurs pour mettre en œuvre les mécanismes de numérisation et a donné instruction pour la création du Haut commissariat à la numérisation. Et d’ajouter : « il est de notre devoir, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, d’accompagner et de promouvoir les divers secteurs, et pour ce faire, nous nous sommes déplacés à Ain Témouchent pour examiner avec les cadres de la wilaya les différentes questions et écouter les préoccupations que nous

comptons transmettre aux hautes autorités de l’Etat. Au cours de sa visite de terrain de quatre jours dans la wilaya d’Ain Témouchent, la mission se rendra auprès des « directions de la wilaya relevant des services du ministère des Finances, représentées par les secteurs des Domaines de l’Etat, des douanes et du trésor public, outre le contrôleur financier », précise le même responsable. Dans une audience accor-

dée aux membres de cette mission, le wali d’Ain Témouchent, Mhamed Moumen a souligné que « le secteur des Finances constitue le nerf de l’Etat et figure parmi ses secteurs névralgiques », ajoutant que « la numérisation des systèmes financier et fiscal est un mécanisme qui veille à rationaliser les dépenses publiques et consacre la transparence des transactions qui impacte grandement la régulation des mécanismes

de contrôle de la gestion financière à l’échelle nationale ». Le même responsable a, également, affirmé que « toutes les facilitations nécessaires sont assurées pour mener à bien l’action de cette mission d’information de l’APN ». La Commission des finances et du budget entamera, dimanche, des visites de terrain au niveau de plusieurs directions de wilaya relevant du ministère des Finances, souligneton.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 فبراير 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 18 février 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أقصى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	61	68	54	البطاطا
	Tomate	84	98	69	الطماطم
	Oignon sec	75	81	69	البصل الجاف
	Ail sec	531	609	452	الثوم الجاف
	Carotte	69	78	59	الجزر
	Navet	67	76	59	لفت
	Chou-fleur	53	60	46	قرنبيط
	Choux	55	63	48	قرنبي
	Courgette	113	125	101	الكوسة
	Haricot vert	367	395	340	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	93	104	82	الخس
Fruits frais	Pomme locale	432	557	306	التفاح المحلي
	Datté	563	701	426	التمر
	Orange	134	164	103	البرتقال
	Mandarine	178	206	151	الماندرين
	Banane	324	336	312	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1760	1898	1622	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	407	419	394	الدجاج
	Œufs (Unité)	22	23	21	البيض (وحدة)
	Lait de vache [Litre]	93	99	88	حليب البقر (لتر)

PHARMACIE CENTRALE DES HÔPITAUX

145 milliards DA de chiffre d'affaires en 2023

La Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) adopte une nouvelle stratégie dans sa gestion, en recourant à la numérisation. En effet, l'utilisation du bon de commandes électronique est désormais généralisée. Ceci marque une étape significative vers l'efficacité de la gestion des processus et en finir surtout avec les situations de pénuries ou de ruptures de stocks au niveau des hôpitaux et autres structures de santé.

Par Z R

Pour l'année 2024, la PCH a mis le paquet, en renforçant son stock commercial d'une prévision de 52 milliards de DA, en hausse de 10 milliards par rapport à l'année 2023 (42 milliards de DA), a fait savoir, samedi à Alger, Rebah Chaïbi, un responsable à la PCH lors d'une communication présentée au salon de la SIPHAL. Il a précisé que le stock commercial de la PCH est net évolution de presque de 100% par rapport à 2022 (22 milliards de DA). Ceci témoigne sur la disponibilité des produits pharmaceutiques et le marché est bien approvisionné. L'intervenant a fait savoir que la PCH a réalisé un chiffre d'affaires de 145 milliards de DA en 2023, dont 75% a été alloué pour le médicament et 40% pour les dispositifs médicaux, et un stock commercial de produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux) estimé à 42 milliards DA à fin décembre 2023, soit 3,5 mois de couverture. « La PCH vise à améliorer l'accès aux produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux de qualité à moindre coût, à l'effet de garantir une ges-

tion optimale des achats et un approvisionnement efficace en assurant la qualité, la ponctualité des livraisons pour éviter les ruptures de stocks et la réduction des coûts d'achat», souligne-t-il. Cet effort sera poursuivi en 2024. D'ailleurs, un chiffre d'affaires de 13 milliards de DA a été réalisé durant le mois de janvier dernier et la constitution d'un stock commercial de 33 milliards de DA, soit 3,5 mois de couverture. Concernant les sources d'approvisionnement, le même responsable de la PCH a révélé que 54,1 milliards de DA auprès de 172 fournisseurs locaux et 91,3 milliards du marché étrangers (258 opérateurs étrangers). S'agissant des classes thérapeutiques les plus onéreuses en 2023, Rebah Chaïbi a fait savoir dans sa communication que les achats des traitements de cancérologie ont atteint les 52,6 milliards de DA, soit 34% du budget, suivi par l'hématologie avec 35,8 milliards, soit 26% du budget. En troisième position arrive les traitements de métabolismes et diabétologie avec une facture de 15,3 milliards (11%) et enfin l'infectiologie avec 10,2 milliards, soit 7% du total du budget.

L'année 2023 a été également marquée par l'acquisition de nouvelles molécules innovantes (31 produits), pour lesquels la PCH a consenti un effort financier considérable (plus de 10% du montant total des achats médicaments) soit 14,5 milliards de DA, et ce afin de permettre aux patients Algériens de bénéficier de ces innovations et améliorer leur prise en charge. « En 2023, la PCH a investi significativement dans l'acquisition de 31 nouvelles molécules innovantes. Cet investissement représente un effort financier considérable, équivalent à plus de 10% du montant total des achats de médicament, soit 14, 5 milliards de DA. Cette initiative vise à offrir aux patients algériens l'accès à ces innovations et améliorer leur prise en charge médicale», souligne-t-il. Par ailleurs, et dans le cadre de la promotion du secteur de la santé dans les wilayas du Sud et les hauts plateaux et en application des directives de Monsieur Premier ministre, la PCH a créé deux annexes à Sétif et Tamanrasset. « La création de ces nouvelles agences permettra d'améliorer la satisfaction en matière de livraison, réduction et rapprochement des services de santé», conclut-il.

SIPHAL 2024

Un regard profond sur l'avenir de l'industrie pharmaceutique algérienne

La 18ème édition du Salon International de la Pharmacie en Algérie (SIPHAL 2024) a clôturé ses portes samedi au Palais des expositions (SAFEX) à Alger. Cet événement majeur, placé sous le patronage du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique ainsi que du ministre de la Santé, s'est déroulé sous le thème "Les enjeux de l'internationalisation de l'industrie pharmaceutique algérienne". Le choix de ce thème démontre une fois de plus une anticipation sur les tendances à venir dans le domaine. L'allocution prononcée au nom du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, par le directeur de la promotion de la production pharmaceutique au ministère, Réda Belkacemi, témoigne également de manière significative de la pertinence du choix de ce sujet. Au cours des quatre jours de conférences et de symposiums, des experts et des spécialistes du secteur pharmaceutique et de la santé ont abordé et débattu de l'internationalisation de l'industrie pharmaceutique ainsi que des enjeux liés à l'exportation. Les thèmes tels que « Le rôle de la CAGEX dans la promotion des exportations hors hydrocarbures, perspectives pour le sec-

teur pharmaceutique », « Les exportations pharmaceutiques : état des lieux et recommandations », et « Stratégie d'Internationalisation du marché des dispositifs médicaux en Algérie » ont été au cœur des discussions, favorisant le développement des exportations de médicaments fabriqués en Algérie. En ce sens, notre pays a misé sur le développement de son outil de production, sur l'encouragement du générique pour assurer une couverture minimum et la diversification de ses sources d'approvisionnement. Aujourd'hui, il serait envisageable à certaines économies étrangères de se reposer sur le tissu industriel national comme territoire de production alternatif et ce, pour les molécules matures. En parallèle de quoi, les opérateurs algériens atteindraient des standards qui leurs permettraient de conquérir durablement les marchés africains et du Moyen-Orient qui totalisent à eux seuls 65 milliards de dollars de revenus. Dans un autre chapitre, l'intervention de l'expert international Eddy Gilissen, dirigeant de IQVIA, une société spécialisée dans l'utilisation et l'analyse des données de santé pour l'industrie pharmaceutique (anciennement IMS, agence internationale de suivi des sys-

tèmes de santé à travers le monde), portant sur la question de "La pénurie de médicaments sur les marchés matures : épiphénomène ou responsabilité partagée aux lourdes incidences ?" a également renforcé l'idée que la problématique de la rupture des produits pharmaceutiques est observée dans des pays aux économies robustes. Cette intervention a permis de conclure que l'arbitrage effectué par l'Algérie, dont l'industrie pharmaceutique est encore émergente, constituait une démarche opportune. De leur côté, les 170 exposants ont témoigné de leur satisfaction quant à la qualité de l'organisation relevant que les animations, la communication et l'assistance offertes par les organisateurs ont permis aux près des 10.000 visiteurs de profiter pleinement de la présence des institutions et des opérateurs, faisant de cet événement le salon de référence en Algérie et en Afrique. Le SIPHAL 2024 a été aussi l'occasion pour présenter une nouvelle application mobile des plus attrayantes et une nouvelle publication nommée PharmAccess.dz qui met le monde du pharma à la portée de tous.

R E.

COMPORTEMENT DU CITOYEN VIS-À-VIS DES DÉCHETS

Lancement d'une étude nationale par l'AND

Une étude nationale, la première du genre, portant sur les comportements du citoyen vis-à-vis de ses déchets, a été lancée jeudi à Alger, à l'initiative de l'Agence nationale des déchets (AND) en collaboration avec le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread) et l'université d'Alger 2. "Les résultats de l'étude qui seront dévoilés dans un mois, devront servir de base pour l'AND afin d'établir des programmes de sensibilisation en harmonie avec le mode de pensée du citoyen Algérie", a indiqué la responsable du département Information et Communication à l'agence, Sara Tazrout, lors de la Journée d'étude dédiée à cette initiative. L'étude vise principalement à "déterminer la capacité du citoyen à s'intégrer dans des projets ou programmes liés à la gestion des déchets, en mesure d'améliorer son cadre de vie, ainsi que son implication dans l'économie verte", a-t-elle soutenu. De son côté, le directeur de recherche au Cread, Abdou Abderrahmane, a souligné dans une déclaration à l'APS, l'importance de cette étude qui intervient dans le cadre de la concrétisation de deux conventions de partenariat signées entre le Centre, l'AND et l'université Alger 2 visant à mener un nombre d'études sur la problématique des déchets. Selon lui, l'étude va permettre de dégager des recommandations qui vont permettre à l'AND, dans le cadre de ses campagnes de sensibilisation, de développer dans la société des comportements éco-citoyens et éco-responsables. Sur plan opérationnel, le responsable a expliqué que l'étude sera menée sur la base d'un questionnaire ciblant des ménages échantillons à travers plusieurs régions du pays, de grandes, moyennes et petites concentrations urbaines, pour "construire des profils types sur lesquels l'action de communication et de sensibilisation sera axée. Une plateforme a été créée à l'occasion pour permettre aux équipes chargées de mener l'enquête sur le terrain d'effectuer leur mission dans les meilleures conditions. Le lancement de cette étude a été marqué par l'organisation d'une session de formation pour les participants (universitaires, chercheurs du Cread et membres de délégations de l'AND) venus des différentes wilayas du pays.

R E.

RECENSEMENT
GÉNÉRAL DE
L'AGRICULTURELancement d'une
opération pilote
dans 6 wilayas

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a lancé hier dimanche, une opération pilote de recensement au niveau de six wilayas, en prévision du prochain recensement général de l'agriculture, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

L'opération, qui se poursuivra jusqu'au 3 mars prochain, concerne les communes d'In-Zghmir (Adrar), d'Aïn Naga (Biskra), d'Aïn El-bell (Djelfa), d'Oued Taria (Mascara), de Dréan (El Tarf) et d'Ahmar El Aïn (Tipasa), a précisé le communiqué.

Cette opération pilote a pour objectif d'évaluer le plan opérationnel élaboré par le comité technique sur le terrain, en vue de s'assurer de son efficacité et des moyens humains et techniques mobilisés à cet effet, avant sa généralisation lors du recensement général de l'agriculture, qui concernera toutes les régions du pays, a noté la même source.

EXPORTATIONS HORS
HYDROCARBURES
DEPUIS KHENCHELAPrès de 50
tonnes de
Citrouilles vers la
Tunisie

Les opérateurs économiques affiliés aux bureaux de Khenchela de la fédération des exportateurs et de l'Union Générale des Commerçants et Artisans Algériens (UGCAA), persévèrent dans la politique de promotion de l'exportation des produits agricoles, encouragés et accompagnés par les pouvoirs publics afin d'atténuer la dépendance aux hydrocarbures. C'est ainsi que le mercredi 14 février, la direction locale du Commerce et de la Promotion des exportations, en coordination avec les bureaux cités ainsi que la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Chéla, a supervisé une opération d'exportation vers la Tunisie. Une quantité de 48 tonnes de citrouilles, sur les 192 tonnes prévues de la production du mois de février 2024, a été expédiée vers le pays voisin. Étaient présents au coup d'envoi de cette opération des membres des assemblées populaires de wilaya et communale de Khenchela ainsi que des représentants des médias. Cette exportation de citrouilles succède à celle de carottes vers la Mauritanie le 4 février, constituant ainsi la cinquième du genre pour l'année 2024. Les opérateurs économiques de la wilaya de Khenchela semblent déterminés à relever le défi de la pénétration du marché africain, compte tenu de sa proximité. Ils bénéficient de toutes les facilités et encouragements des pouvoirs publics à cet égard.

MOSTAGANEM

Projets de réalisation
de six structures scolaires

Les communes de la région Est de la wilaya de Mostaganem ont bénéficié de six nouveaux projets d'établissements scolaires, en cours de réalisation, pour préparer la prochaine rentrée, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya.

« Le wali de Mostaganem Ahmed Boudouh a effectué, récemment, une visite de travail et d'inspection pour s'enquérir de visu de l'avancement de ces projets, qui contribueront à améliorer les conditions de scolarisation, notamment dans les zones reculées, et à alléger la tension sur les établissements scolaires surpeuplés, qui fonctionnent selon le système de double rotation », a-t-on fait savoir.

A cette occasion, le wali a ordonné l'accélération de la réalisation de 4 classes d'extension de l'école « Smaïl Mohamed », dans la commune d'Ouled Boughalem, pour lesquels un montant de 15 millions de dinars a été alloué, tout en inscrivant une opération d'aménagement de la cour de ce groupe scolaire, selon la même source.

Dans la commune avoisinante d'Achâcha, le wali a instruit l'entreprise chargée des travaux de réalisation de l'unité d'inspection et de suivi scolaire au niveau du CEM « Houari-Boumediene » concernant certains travaux et a décidé de renforcer cette unité avec du matériel dentaire. Il a également insisté, lors de son inspection du projet d'extension de



l'école « Daoudi-Abdelkader » du village de Cheraifia (deux classes supplémentaires) de fournir le chauffage scolaire et de modifier certains travaux selon les normes de qualité souhaitée. De même qu'il a instruit l'entreprise de réalisation des travaux d'extension de l'école « 1er-Novembre 1954 » (4 classes) de la commune de Negmaria, de livrer le projet, pour lequel 15 millions de dinars ont été alloués, avant l'expiration du délai contractuel. Les quatre communes de la

daïra de Achâcha ont bénéficié de la plus grande part des projets d'extension des classes, estimées à 25 classes, dans le but d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, selon les services de la wilaya. Concernant le projet de l'école primaire du quartier « Djebli-Mohamed », dans la commune de Sidi Ali (71 millions DA), le wali a donné des instructions pour livrer le projet en juin prochain, après que le taux d'avancement des travaux ont atteint 45 %.

OUARGLA

L'élevage camelin contribue
à assurer la sécurité alimentaire

L'élevage camelin dans les wilayas du Sud du pays contribue aux efforts visant à assurer la sécurité alimentaire d'où l'importance de recourir au recensement précis de cette richesse au titre de l'opération du recensement général de l'agriculture (RGA), a souligné à Ouargla le secrétaire général (SG) de l'union nationale des paysans algériens (UNPA) Abdellatif Dilmî. Intervenant lors d'une rencontre régionale de sensibilisation sur le recensement général de

l'agriculture, M. Dilmî a affirmé que « l'élevage camelin dans le Sud du pays s'implique aux efforts visant à assurer la sécurité alimentaire » et qu'il appartient, a-t-il dit, de « recenser précisément l'effectif camelin pour évaluer les capacités d'autosuffisance en viandes rouges et déterminer les moyens nécessaires en aliments de bétail ». Le même responsable a, à ce titre, appelé à contribuer efficacement à la campagne du recensement général de l'agriculture, en vue de prendre en

charge les préoccupations des agriculteurs et aplanir les contraintes rencontrées liées à l'investissement, la propriété et l'accompagnement nécessaire. « L'Etat accorde tout l'intérêt voulu à cette opération nécessaire au développement des différents créneaux et segments agricoles à travers les différentes régions », a encore indiqué M. Dilmî, avant d'ajouter que l'Union s'emploie, de son côté, à apporter toute l'assistance nécessaire aux agriculteurs et partenaires du sec-

teur dans le Sud du pays au travers la réhabilitation de richesses phéniciennes, notamment les palmiers endommagés, la mise en valeur de l'irrigation traditionnelle, dont les foggaras. Troisième du genre initiée par l'UNPA après celles tenues à Alger (Nord du pays) et à Béni-Abbès (Sud-ouest), cette rencontre a regroupé les secrétaires généraux de 15 wilayas du Sud-est du pays et des représentants de différents organismes en relation avec le secteur d'agriculture.

UNIVERSITÉ DES FRÈRES MENTOURI DE CONSTANTINE

Accords pour faciliter l'accès à l'emploi

L'université des Frères Mentouri a signé huit conventions avec diverses entreprises et institutions, dont des sociétés pharmaceutiques, la Chambre de Commerce et d'Industrie Rhumel (CCIR), et l'Algérienne Des Autoroutes (ADA).

Ces accords ont été conclus en présence d'opérateurs économiques, offrant ainsi aux deux parties de nombreux avantages. Parmi ces derniers, on compte la facilitation des stages et du recrutement des étudiants après l'obtention de leur diplôme, ainsi que des stages et formations destinés aux équipes de ces établissements, en fonction des différentes

spécialités des facultés. L'objectif principal de ces accords est de renforcer les liens entre l'université et l'environnement économique et social local, facilitant ainsi l'insertion professionnelle des étudiants. Les conventions englobent l'organisation de stages, de formations continues et de recrutements pour les étudiants et le personnel des entreprises partenaires. Mme Dahmani, responsable du bureau de liaison entre l'université et les entreprises, a souligné : « Nous voulons créer des ponts entre les étudiants et les entreprises. Les étudiants, habitués à une formation académique, bénéficieront désormais d'une

expérience pratique grâce à cette collaboration ». D'autres initiatives ont également été annoncées, notamment l'organisation d'un Salon de l'emploi en avril-mai et la création d'un « café des affaires » au sein de l'université, visant à multiplier les opportunités de stages et d'embauche pour les 12.000 étudiants de l'université. En retour, les entreprises partenaires bénéficieront de formations continues et de séminaires en lien avec les domaines de recherche de l'université, établissant ainsi une collaboration mutuellement bénéfique pour ce haut lieu de l'enseignement supérieur algérien.

UN BIEN POUR UN MAL ?

La fin annoncée des réseaux sociaux

Facebook a peut-être fêté ses 20 ans le 4 février, mais il attire autant la controverse et l'argent aujourd'hui qu'à l'époque de sa jeunesse effrontée. Le 31 janvier, Mark Zuckerberg, le fondateur du réseau social, a été sermonné par des sénateurs américains au sujet de la diffusion de contenus nocifs.



Le lendemain, il s'apprêtait à annoncer une nouvelle série de résultats brillants pour Meta, la société mère de Facebook, qui est aujourd'hui évaluée à 1 000 milliards de dollars. Pourtant, alors que les réseaux sociaux attirent régulièrement l'attention des accros et des détracteurs, ils subissent une transformation profonde mais peu remarquée.

Les réseaux sociaux sont l'Internet

L'étrange magie des réseaux sociaux en ligne consistait à combiner les interactions personnelles avec la communication de masse. Aujourd'hui, cet amalgame se sépare à nouveau en deux. Les mises à jour des posts des amis ont cédé la place à des vidéos d'inconnus qui ressemblent à une télévision hyperactive. L'affichage public migre de plus en plus vers des groupes fermés, à l'instar du courrier électronique. Ce que M. Zuckerberg appelle la "place publique" numérique est en train de se reconstruire et pose des problèmes. C'est important, car les réseaux sociaux résument la façon dont les gens vivent l'Internet. Facebook lui-même compte plus de 3 milliards d'utilisateurs. Les applications sociales occupent près de la moitié du temps d'écran des téléphones portables, qui consomment à leur tour plus d'un quart des heures d'éveil. Elles engloutissent 40 % de temps en plus qu'en 2020, car le monde est désormais en ligne. En plus d'être amusants, les réseaux sociaux sont le creuset des débats en ligne et un tremplin pour les campagnes politiques. En cette année où la moitié de la planète se rendra aux urnes, les hommes politiques, de Donald Trump à Narendra Modi, seront très actifs en ligne.

Plus d'algorithmes et moins de social

La caractéristique la plus frappante des nouveaux médias sociaux est qu'ils ne sont plus très sociaux. Inspirées par TikTok, des applications comme Facebook servent de plus en plus un régime de clips sélectionnés par une intelligence artificielle en fonc-

tion du comportement de visionnage de l'utilisateur, et non de ses connexions sociales. Dans le même temps, les gens publient moins. La proportion d'Américains qui déclarent aimer exposer leur vie en ligne est passée de 40 % à 28 % depuis 2020. Les débats se déplacent vers des plateformes fermées, telles que WhatsApp et Telegram. Les lumières se sont éteintes sur la "place publique". Les médias sociaux ont toujours été opaques, car chaque flux est différent. Mais TikTok, un phénomène vidéo appartenant à des Chinois, est une boîte noire pour les chercheurs. Twitter, rebaptisé X, a publié une partie de son code, mais a resserré l'accès aux données concernant les tweets qui sont vus. Les groupes de messagerie privée sont souvent entièrement cryptés. Certaines des conséquences de cette évolution sont les bienvenues. Les militants politiques affirment qu'ils doivent modérer leurs messages pour convaincre les groupes privés. Un message provocateur qui attire des "likes" dans la fosse aux ours qu'est X est susceptible de faire fuir le groupe WhatsApp des parents d'élèves. Sur les applications de messagerie, les messages sont classés par ordre chronologique, et non par un algorithme de maximisation de l'engagement, ce qui réduit l'incitation au sensationnalisme. En particulier, les groupes fermés peuvent être meilleurs pour la santé mentale des adolescents, qui ont eu des difficultés lorsque leur vie privée a été disséminée en public. Dans la moitié hyperactive des réseaux sociaux, les algorithmes basés sur votre comportement vous apporteront des messages provenant de l'extérieur de votre communauté. Les réseaux sociaux peuvent encore agir comme des "chambres d'écho" où les informations se renforcent d'elles-mêmes. Mais un flux qui reprend des contenus provenant de n'importe où a au moins le potentiel de diffuser les meilleures idées le plus loin possible.

Les travers des messageries privées

Cependant, ce nouveau monde des médias sociaux comporte ses propres problèmes. Les applications de messagerie sont large-

ment dépourvues de modération. Pour les petits groupes, c'est une bonne chose : les plateformes ne devraient pas plus surveiller les messages directs que les compagnies téléphoniques ne devraient surveiller les appels. Dans les dictatures, les conversations cryptées sauvent des vies. Mais les groupes de Telegram, qui comptent 200 000 membres, ressemblent davantage à des émissions non réglementées qu'à des conversations. En Inde, des personnalités politiques ont utilisé WhatsApp pour diffuser des mensonges qui auraient certainement été retirés d'un réseau ouvert comme Facebook. Au fur et à mesure que les gens se tournent vers des groupes fermés, les réseaux ouverts qui restent sont moins utiles en raison de la diminution du nombre de messages postés. Lors de la pandémie de Covid-19, des scientifiques et des médecins ont contribué à un débat en ligne qui contenait de vraies informations ainsi que de la désinformation. Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, des renseignements provenant de sources ouvertes [ou Open-source intelligence, informations issues de télévision, radios, réseaux sociaux et site web, ndt] ont été largement diffusés. Aujourd'hui, ces conversations disparaissent ou se déplacent vers des canaux fermés, ce qui ralentit la diffusion des idées. Les personnes qui interviennent encore sur les réseaux publics sont en majorité des hommes et se décrivent comme étant très à gauche ou très à droite : en clair, ils s'ennuient. De plus, les algorithmes des réseaux ouverts, qui s'appuient sur le comportement des utilisateurs, semblent prêts à diffuser les vidéos les plus osées. Pour que quelque chose devienne viral sur un réseau social, il fallait que les gens choisissent de le partager. Aujourd'hui, ils l'approuvent simplement en le regardant, car l'algorithme récompense le contenu qui suscite le plus d'engagement. La curation délibérée, à savoir la sélection et le partage de contenus par un individu, a été remplacée par un système qui puise directement dans l'inconscient. Les provocateurs comme Donald Trump ou Nayib Bukele, le favori de l'élection du 4 février au Salvador, en profitent, tout comme les marchands de

désinformation. Les plateformes affirment qu'elles sont mieux à même d'éliminer les fausses informations. Taylor Swift, dernière victime en date d'un deepfake, n'est peut-être pas d'accord.

Un appel d'air pour les fake news

Plus urgent encore que la montée des fake news, c'est le manque de vraies nouvelles qui se fait sentir. Marc Zuckerberg a dit un jour qu'il voulait que Facebook soit comme un journal personnalisé. Mais depuis que le réseau s'est orienté vers le divertissement, les actualités ne représentent plus que 3 % de ce que les gens voient sur le réseau. Sur les médias sociaux, seuls 19 % des adultes partagent des articles d'actualité chaque semaine, contre 26 % en 2018. Des publications comme BuzzFeed News, qui s'appuyaient sur la distribution sociale, ont péri. C'est certes leur problème (et le nôtre). Mais c'est aussi le problème de tout le monde dans la mesure où, au moment même où les plateformes décident que la diffusion d'informations ne les intéresse plus, près de la moitié des jeunes disent que les médias sociaux sont leur principale source d'information. Certains affirment que les défauts des réseaux sociaux peuvent être corrigés par une meilleure gouvernance, un codage intelligent ou un business model différent. De telles mesures peuvent être utiles. Mais les problèmes soulevés par la nouvelle génération d'applications suggèrent que les défauts des médias sociaux sont aussi le résultat des compromis inhérents à la communication humaine. Lorsque les plateformes reviennent au principe des groupes privés, elles sont inévitablement moins surveillées. Lorsque les gens s'échappent de leur chambre d'écho, ils risquent d'être confrontés à des contenus plus extrêmes. Lorsque les utilisateurs adoptent des divertissements inoffensifs, ils voient moins d'informations. Alors que les réseaux sociaux s'affaiblissent, opérateurs de plateformes et utilisateurs devraient consacrer moins de temps aux anciennes batailles et davantage à la lutte contre les nouveaux travers.

Source : THE ECONOMIST

POUR LA PROTECTION DES
ÉCOLES CONTRE LES
SÉISMES

Prêt de 55 millions de dollars de l'Arabie Saoudite à la Turquie

Cet accord est l'un des 28 accords dans divers domaines signés lors du Forum d'investissement et des affaires saoudo-turc à Istanbul. L'Arabie saoudite a donné vendredi son accord pour fournir 55 millions de dollars de financement pour un projet visant à préserver cinq écoles publiques en Turquie, en réduisant les risques posés par les tremblements de terre. «Ces écoles, couvrant une superficie totale allant jusqu'à 55 000 mètres carrés, seront soumises à des améliorations indispensables pour garantir leur résistance aux tremblements de terre et contribuer aux avancées du développement durable», a déclaré le Fonds saoudien pour le développement. L'accord aidera également à renforcer l'infrastructure sociale de la Turquie, ajoute le communiqué. L'accord de prêt à taux bonifié a été signé par Sultan Al-Marshad, PDG du SFD, et Osman Celik, vice-ministre turc du Trésor et des Finances, en marge du Forum d'investissement et d'affaires saoudo-turc à Istanbul, au cours duquel 28 accords ont été signés dans divers domaines, a rapporté la Saudipressagency. Le ministre saoudien du Tourisme Ahmed Al-Khateeb, qui préside le conseil d'administration du fonds de développement, et le ministre turc du Trésor et des Finances Mehmet Simsek, étaient également présents à la cérémonie. En outre, Al-Marshad et Celik ont eu des entretiens sur les moyens de renforcer la coopération dans les futurs projets de développement. Depuis 1979, le FSD a contribué à neuf projets et programmes de développement en Turquie, en accordant des prêts à des conditions avantageuses, allant jusqu'à 300 millions de dollars, en vue d'aider à soutenir la croissance et les progrès dans les secteurs de l'énergie, de l'éducation, de l'eau, des transports et des communications, ont indiqué les responsables.

TUNISIE

L'industrie de l'emballage remonte la pente

Aujourd'hui, le secteur de l'emballage est en train de reprendre des couleurs après une longue période de convalescence durant laquelle il a dû traîner les séquelles du Covid-19. L'industrie affiche, en effet, une bonne performance et démarre l'année sur les chapeaux de roues.

L'industrie de l'emballage joue un rôle important dans la mise en valeur des produits fabriqués en Tunisie. Car, c'est connu, le packaging est un outil puissant de valorisation. A titre d'exemple, pour améliorer la valeur ajoutée de la filière huile d'olive, les producteurs et les commerçants misent énormément sur le conditionnement qui représente un potentiel important de valorisation, surtout à l'export. Ainsi, outre sa contribution au PIB de l'industrie d'une manière générale (4%) ainsi qu'à la création des emplois (25.000 emplois), l'industrie de l'emballage appuie fortement la promotion des exportations tunisiennes et leur montée en valeur. Juste avant la crise sanitaire, le secteur, qui compte quelques centaines de PME (250), tournait à plein régime enregistrant une croissance annuelle de 10%. Mais l'apparition de l'épidémie du Covid, a donné un coup de frein à cet élan

contraignant les entreprises à faire face à plusieurs difficultés, principalement la hausse des coûts du transport et des matières premières. «Le problème, c'est que cette industrie est fortement dépendante des importations des matières premières. Elle est, de ce fait, exposée à la fluctuation des prix de la matière première, mais aussi du coût du transport. Ces deux facteurs ont ralenti la croissance du secteur, lors de la crise Covid et même après», a affirmé Abdelkarim Hamdaoui, directeur général du centre technique et du conditionnement Packtec, dans une déclaration à La Presse.

Un respect sans faille des normes en vigueur

Aujourd'hui, le secteur est en train de reprendre des couleurs après une longue période de convalescence durant laquelle il a

dû traîner les séquelles du Covid. L'industrie de l'emballage affiche, en effet, une bonne performance et démarre l'année sur les chapeaux de roue. Cette reprise a été soutenue par le centre de Packtec qui n'a pas lésiné sur les efforts et les moyens pour accompagner les acteurs du secteur et les remettre sur la voie de la relance. «Aujourd'hui, le secteur remonte la pente. Le centre a joué un rôle important dans cette reprise, à travers notamment la mise à disposition des études qu'il a menées, mais aussi grâce à la veille qu'il fait sur le marché international. Nous avons également offert aux entreprises des programmes de formation intensifs afin de les aider à reprendre et à assurer la continuité de leurs activités. Notre objectif est que le secteur reprenne rapidement. Aujourd'hui, il est en train de retrouver sa dynamique», a ajouté Hamdaoui.

L'ACCORD ENTRE LES ÉMIRATS ARABES UNIS ET LE KOWEÏT Eviter la double imposition et renforcer l'intégration économique

Le ministre des Finances et ministre d'État pour les affaires économiques et les investissements de l'État du Koweït, Dr. Anwar Ali Al-Mudhaf, a souligné l'importance de l'accord signé par le Koweït et les Émirats arabes unis pour éviter la double imposition sur les revenus et les impôts sur le capital et pour prévenir la fraude et l'évasion fiscales. Dans des déclarations à l'Agence de presse des Émirats (WAM) en marge du 8e Forum fiscal arabe tenu dans

le cadre de la journée pré-sommet du Sommet mondial des gouvernements (WGS) 2024, Dr. Al-Mudhaf a déclaré que l'accord a été signé après des discussions et l'achèvement de tous ses axes pour refléter l'importance des relations entre les Émirats arabes unis et le Koweït. Il a souligné que l'accord fait partie du processus d'intégration économique et financière et de la libre circulation des capitaux entre les EAU et le Koweït, ajoutant que l'accord devrait renforcer l'intégration économique et avoir

des effets positifs sur les citoyens et les investisseurs des deux pays. Dr. Al-Mudhaf a souligné l'importance du Sommet des Gouvernements Mondiaux, qui se tient chaque année pour explorer les opportunités et les défis futurs, et les défis les plus importants auxquels le monde est confronté à travers un certain nombre de questions urgentes, soulignant que la participation du Koweït au sommet réaffirme la profondeur des relations stratégiques et fraternelles entre les EAU et le Koweït.

Le ministre des Finances du Koweït a déclaré que la participation de plus de 25 chefs d'État et de gouvernement, de 140 délégations gouvernementales et de plus de 85 organisations internationales et régionales et institutions mondiales aux événements du sommet est une indication claire de l'importance et du statut élevé que les EAU ont atteint dans la communauté internationale, ainsi que de leur importance stratégique d'un point de vue économique et politique.

QATAR

Discussions sur le renforcement de la coopération économique avec le Cambodge

La Chambre du Qatar a discuté du renforcement de la coopération en matière de commerce et d'investissement avec le Cambodge, ainsi que des opportunités d'investissement dans un certain nombre de secteurs. Ceci a eu lieu lors d'une réunion que Mr Mohamed bin Ahmed Twar Al Kuwari, Premier Vice-président de la Chambre du Qatar, a eu avec Dr Othman Hassan, l'Envoyé du Premier ministre au Royaume du Cambodge, et la délégation qui l'accompagnait. Dans ce contexte, Mr Mohamed bin Ahmed Twar Al Kuwari a précisé que l'État du Qatar entretient de bonnes relations de coopération avec le Royaume

du Cambodge, notant l'importance d'accroître les investissements qataris dans les secteurs prometteurs. Il a également fait part des encouragements de la Chambre du Qatar aux entrepreneurs et investisseurs qataris à intégrer le marché cambodgien. Il a déclaré que les produits cambodgiens, à la fois de haute qualité et d'un prix raisonnable, sont appréciés sur le marché qatari, affirmant que la Chambre fera également la promotion des opportunités d'investissement existantes au Cambodge auprès de la communauté d'affaires qatari. Il a également indiqué qu'il serait souhaitable de mettre au point un pro-

gramme de visite d'une délégation d'entreprises qataries au Cambodge afin d'examiner les opportunités à saisir dans un nombre de secteurs importants tels que l'agriculture, le tourisme, l'infrastructure, la production alimentaire et autres. De son côté, Dr Othman Hassan, l'Envoyé du Premier ministre au Royaume du Cambodge, a fait savoir que cette visite avait pour but d'informer la partie qatarie des caractéristiques de l'économie cambodgienne, en soulignant le désir de renforcer les relations avec le Qatar. Il a ensuite expliqué que, depuis que son pays a introduit des réformes législatives visant à améliorer le climat d'in-

vestissement afin d'attirer les hommes d'affaires étrangers, une multitude d'opportunités ont été créées dans les domaines de l'agriculture, du tourisme, de l'infrastructure et de l'industrie. Mr Hassan a en outre passé en revue les spécificités du Cambodge, telles que la production de riz, qui dépasse les 7 millions de tonnes par an, et la récolte de noix de cajou, qui s'élève à un million de tonnes, tout en notant que l'industrie halal est en pleine croissance. Pour conclure, il a affirmé que les hommes d'affaires qataris seront les bienvenus et a appelé les investisseurs à venir profiter du climat d'affaires favorable dans son pays.

LE FRANC CFA DÉSORMAIS À 2,4 NAIRAS

Opportunités et risques pour les investisseurs de l’UEMOA

Un franc CFA plus fort donne la possibilité aux investisseurs de l'UEMOA, ciblant les produits financiers, de tirer profit de la situation actuelle. Mais une analyse rigoureuse des risques et opportunités est requise pour prendre des décisions efficaces.

Le franc CFA a atteint son niveau le plus élevé face à la monnaie nigériane, dépassant les 2,45 nairas pour un franc au 15 janvier 2024, selon la Banque centrale du Nigeria. Ainsi, les investisseurs des pays de la zone franc pourraient être tentés d’y voir une opportunité, renforcée par un pouvoir d’achat devenu plus important. Cependant, derrière l’apparente attractivité d’un franc CFA fort, l’analyse des risques inhérents au Nigeria invite à une analyse plus profonde. La vigueur actuelle de la devise commune des pays de l’UEMOA et de la CEMAC s’explique notamment par la garantie de parité fixe avec l’euro offerte par la France. A l’inverse, la Banque centrale nigériane éprouve des difficultés à enrayer la dépréciation du naira qui a perdu près de 194% de sa valeur officielle face au dollar depuis juin 2023. Cet écart de compétitivité monétaire peut offrir des perspectives intéressantes aux investisseurs de la zone franc CFA vivant dans la zone UEMOA, qui sont

désireux de s’exposer sur le plus grand marché financier ouest-africain. En effet, le Nigeria Stock Exchange, la Bourse de Lagos, depuis le début de l’année 2024, offre une plus-value de 47% à ses investisseurs contre une perte de 1,9% pour la BRVM. Pour autant, une bonne évaluation des facteurs risques et opportunités reste de mise avant de se lancer à l’assaut de ce marché prometteur. Déjà, la puissance du CFA devrait être relativisée. Elle est davantage le fait de la spéculation sur des ressources stables, et la vraie puissance du naira ne doit pas être ignorée. Avec ses 33,7 milliards \$ de réserves de change, le Nigeria disposait à fin décembre 2023 plus de 7,3 mois d’importations assurées à fin 2022. A titre de comparaison, l’UEMOA disposait à la même période des réserves de 9,7 milliards \$. Elles étaient en baisse, et ne représentaient que l’équivalent de 3,4 mois d’importations. Ainsi, la force relative du CFA pourrait rapidement s’inverser.

Par ailleurs, l’hypervolatilité de la monnaie nigériane et l’incapacité des autorités à stabiliser un naira structurellement fébrile hypothèquent toute visibilité à moyen terme. Au Nigeria, il faut actuellement compter en moyenne 11,4 années pour rentabiliser un investissement contre 9,8 ans dans l’UEMOA. Aussi, la solide régulation sur les ressources en devises complique les transferts de capitaux et dividendes vers l’étranger. Entre opportunités à court terme et risque de confinement des capitaux, les investisseurs de la zone franc devront procéder avec discernement. Ainsi, en dépit d’un différentiel de change historique qui rend le Nigeria plus attractif, les investisseurs de l’UEMOA notamment devront aborder toute initiative visant à y investir sur les produits financiers avec une certaine circonspection. Il sera question de saisir les opportunités en considérant les risques inhérents au Nigeria, mais aussi en évaluant clairement la forte valorisation du FCFA.

UGANDA

Le gouvernement annonce la construction d’une usine d’engrais de 400 millions \$ à Karuma

L’Ouganda affiche l’un des niveaux d’utilisation d’engrais les plus bas du monde avec environ 2,4 kg par hectare par an en 2021. Depuis quelques années, le gouvernement essaie d’attirer les investissements privés pour accroître la production locale. En Ouganda, Ruth Nankabirwa Ssentamu (photo), mi-

nistre de l’Énergie et du Développement minéral (MEMD) a signé le 15 février un Accord de développement conjoint (JDA) avec le groupe industriel kenyan Industrial Promotion Services (IPS) et le spécialiste norvégien des énergies renouvelables Westgass International. Selon les informations relayées par le quotidien local

Daily Monitor, ce nouveau partenariat tripartite porte sur la construction d’une usine d’engrais à base d’hydrogène vert. D’un coût total de 400 millions \$, l’unité devrait être installée à Karuma, dans le district de Kiryandongo dans la sous-région de Bunyoro, afin de tirer parti de sa proximité avec la centrale hydroélectrique de Karuma d’une

puissance de 600 MW. S’exprimant sur le sujet, Mme Ssentamu indique d’ailleurs que le gouvernement s’engage à fournir au moins 100 MW à partir de la centrale hydroélectrique pour développer le projet. Une fois opérationnelle, l’usine devrait être en mesure de fournir environ 200 000 tonnes d’engrais azotés par an.

BÉNIN

La SBIN ne payera pas de droits et taxes d’entrées sur le matériel pour son projet de réseau Internet national

Le gouvernement veut accélérer la couverture et l’adoption de l’Internet au Bénin. Pour y arriver, l’exécutif veut miser sur la Société béninoise d’infrastructures numériques qui a été officiellement lancée en octobre 2022 et dont la gestion déléguée est confiée à la Sonatel. La Société béninoise d’infrastructures numériques (SBIN) bénéficiera d’une exonération des droits et taxes d’entrée sur le matériel pour le projet d’extension de son réseau télécoms à toute l’étendue du territoire national. L’entreprise publique s’est vue attribuer un agrément au régime des investisse-

ments spécifiques pour ledit projet lors du Conseil des ministres du mercredi 14 février. L’exonération accordée par le régime des investissements spécifiques ne concerne pas la taxe de voirie, la taxe de statistique, le timbre douanier, le prélèvement communautaire (PC), le prélèvement communautaire de solidarité (PCS) et le prélèvement de solidarité (PS). A travers cette initiative, le gouvernement béninois entend « rendre disponible une connexion Internet stable et fiable » sur toute l’étendue du territoire national dans le cadre des efforts engagés pour accélérer la transformation numérique du pays et en faire

un moteur du développement socio-économique. Un budget de 24,3 milliards de francs CFA (39,7 millions \$) a été prévu pour les projets du ministère du Numérique et de la Digitalisation pour l’exercice 2024, contre 31 milliards FCFA en 2023. L’initiative facilitera donc l’extension du réseau national de la SBIN. Cela devrait contribuer à améliorer la couverture et l’adoption de la connectivité Internet au Bénin. Selon les données de l’Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP), la SBIN domine le marché de l’Internet fixe avec 19 154 abonnés sur 24 641 au premier trimes-

tre 2023. Elle devrait également permettre à sa filiale de téléphonie mobile, Celtiis, de toucher des millions de personnes afin d’augmenter sa part de marché face à des concurrents comme MTN Bénin et Moov Africa Bénin. Selon les statistiques de l’ARCEP, la société avait environ 1,7 million d’abonnés à la téléphonie mobile au terme du troisième trimestre 2023. Cela lui fait une part de marché de 10,52 %, contre 34,06 % pour Moov Africa et 55,42 % pour MTN. Sur le marché de l’Internet mobile, elle comptait 423 610 abonnés au premier trimestre sur un total de 10,14 millions.

AFRIQUE DU SUD Pretoria veut connecter 21 878 institutions publiques à Internet

Le gouvernement veut généraliser l’accès au haut débit en Afrique du Sud dans le cadre de ses ambitions de transformation numérique. Il a lancé, en novembre 2023, la deuxième phase de SA Connect, le projet national de haut débit. Le gouvernement sud-africain envisage de connecter plus de 21 878 institutions publiques du pays à Internet au cours des trois prochaines années en partenariat avec les opérateurs de téléphonie mobile. Le projet a été révélé en début de semaine par Mondli Gungubele, ministre des Communications et des Technologies numériques. Les institutions concernées par le nouveau projet sont : les établissements publics d’enseignement de base, les centres de santé et cliniques, les bibliothèques publiques et les bureaux/résidences de chefs traditionnels. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des actions engagées par le gouvernement sud-africain pour accélérer la couverture du pays en haut débit dans le cadre de ses ambitions de transformation numérique. « Une Afrique du Sud déconnectée numériquement se prive automatiquement de sa participation à la communauté mondiale de demain. L’impact social et économique sera catastrophique », a déclaré le ministre. Par ailleurs, la durée du projet coïncide avec celle de la mise en œuvre de la seconde phase du SA Connect, la politique nationale du haut débit. Lancée en novembre 2023, elle vise à doter 80 % des administrations publiques, des communautés et domiciles d’un accès au haut débit en trois ans. En février 2023, l’exécutif avait décidé d’attribuer une allocation supplémentaire de 3 milliards de rands (158,9 millions USD) au ministère des Communications et des Technologies numériques, au cours des exercices 2023/24 et 2024/25, pour la mise en œuvre du projet.

LE POINT HEBDO

En attendant Nvidia...

Plusieurs indices boursiers occidentaux ont signé des records cette semaine, dopés par les résultats des sociétés et par les promesses de l'intelligence artificielle. Les nouvelles sur le front des prix aux Etats-Unis ne sont pourtant pas très bonnes : l'inflation et les prix à la production en janvier étaient trop solides pour soutenir l'espoir d'une baisse des taux rapide. L'optimisme des investisseurs subit ainsi un véritable test, alors que la saison des bénéfices des entreprises va se terminer en apothéose avec les trimestriels de Nvidia le 21 février.

TOPS

Lyft (+46%) & Uber (+15%) : Les sociétés de taxi américaines retrouvent des couleurs. Uber a signé en 2023 le premier bénéfice annuel de son histoire, à 1,9 milliard de dollars. Il a également dévoilé des perspectives réjouissantes et annoncé procéder à un rachat d'actions de 7 milliards de dollars. Lyft, après avoir bondi sur une erreur de publication cette semaine, a tout de même confirmé sa hausse en signant une perte fortement réduite au T4 2023, un EBITDA positif, un chiffre d'affaires en hausse de 4% et un volume de réservations en augmentation de 17% sur cette période. Notons que les chauffeurs des deux compagnies ont toutefois entamé une grève hier, pour exiger de meilleures conditions salariales.

Super Micro Computer (+36%) : Le rallye des sociétés technologiques américaines liées à l'intelligence artificielle ne semble pas s'essouffler. L'assembleur américain, qui profite largement de la tendance, s'est ainsi offert chaque jour de la semaine des records historiques. Il gagne 253% depuis le début de l'année (oui, vous avez bien lu) et 1134% depuis janvier 2023 (oui, ici aussi).

Delivery Hero (+29%) : Redressement notable pour le livreur de repas allemand, qui, à l'occasion de la publication de ses résultats annuels, fait état d'une marge brute supérieure aux attentes pour le deuxième semestre 2023, à 8.3%. Le management a également déclaré que le groupe générerait suffisamment de trésorerie au cours des prochaines années pour couvrir ses futures échéances d'obligations convertibles et de dette. Le titre, qui perdait quelque 25% depuis le 1er janvier en début de semaine, n'abandonne plus que 6%.

Diamondback Energy (+18%) : Le producteur américain de pétrole a conclu un accord de fusion avec la société privée Endeavor Energy Resources, pour 26 milliards de dollars. Ce regroupement va donner naissance à un nouveau mastodonte de l'énergie, qui devrait être valorisé au moins 50 milliards de dollars, et sera armé pour concurrencer les autres géants du secteur tels que ConocoPhillips. Le marché applaudit.

Coinbase (+17%) & Robinhood Markets (+16%) : Les plateformes de courtage de cryptomonnaies tirent largement profit de la vigueur du Bitcoin, qui a dépassé cette semaine le seuil des 50 000 dollars. Coinbase a par ailleurs réjouit les investisseurs en renouant avec les bénéfices au T4 de l'exercice 2023 et en affichant un chiffre d'affaires trimestriel en hausse de plus de 50%. Situation similaire pour Robinhood, qui signe des trimestriels solides, meilleurs que prévus, dévoile un bénéfice surprise sur la période et des actifs sous garde en hausse de 65% sur l'année.

Arm (+16%) : Tout comme Super Micro Computer, le britannique ARM bénéficie de la frénésie des investisseurs pour l'intelligence artificielle. Cette semaine, le concepteur de puces s'est offert une nouvelle envolée à la faveur d'une annonce du leader du secteur Nvidia, qui a dévoilé avoir pris une position de près de 150 millions de dollars dans le groupe britannique. ARM a également revu à la hausse son estimation de chiffre d'affaires annuel. Le titre s'octroie plus de 90% de hausse depuis le début de l'année.

Rheinmetall (+13%) & Leonardo (+9%) : Les actions du secteur de la défense poursuivent leur rallye, soutenues par les conflits armés en cours et la hausse des dépenses des gouvernements européens en armement. Les ré-

cents propos ambigus de Donald Trump sur les pays de l'OTAN ont encore dopé cette vigueur cette semaine. L'allemand Rheinmetall s'octroie 34% depuis le début de l'année et près de 100% depuis janvier 2023. L'italien Leonardo s'est apprécié de 132% depuis janvier 2023, et de près de 25% cette année.

Stellantis (+8%) & Renault (+6%) : Les constructeurs automobiles franco-italien et français ont le vent en poupe. Ils ont tous deux dévoilé des records historiques cette semaine, à l'occasion de la publication de leurs résultats annuels. Stellantis signe un bénéfice net de 18,6 milliards d'euros, en hausse de 11% sur un an, et un chiffre d'affaires de 189,5 milliards d'euros, en hausse de 6%. Renault annonce 52,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires, en hausse de 13.1%, une marge opérationnelle en hausse de 7,9 % à 4,1 milliards d'euros. Ils ont par ailleurs démenti toute rumeur de fusion entre les deux entités.

FLOPS

Temenos (-32%) : L'éditeur de progiciels bancaires est la nouvelle victime du vendeur à découvert Hindenburg Research, qui accuse le groupe suisse de mauvaises pratiques commerciales et comptables, notamment de bénéfices manipulés par le management. La cotation du titre, qui a sévèrement décroché, a été suspendue à la demande de la société, qui nie en bloc les allégations d'Hindenburg.

Avis Budget (-28%) : Le loueur de voitures a plié après avoir publié des résultats décevants pour le T4 2023. Il dévoile un bénéfice par action de 7.1 dollars, en net repli par rapport au 10.1 de l'année précédente, et un chiffre d'affaires en légère baisse, et inférieur aux attentes du marché. Notons que la punition est sévère car le chiffre d'affaires annuel touche un record, et que le volume de locations est en hausse.

Twilio (-15%) : Le fabricant de logiciels de communications en cloud a fait mieux que prévu sur le trimestre écoulé, avec un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de dollars, mais il a refroidi les marchés en annonçant un ralentissement de sa croissance à venir et un recul des revenus. Il prévoit également une hausse des dépenses sur le trimestre en cours.

Thyssenkrupp (-15%) : Le groupe industriel allemand a revu à la baisse ses prévisions de chiffre d'affaires et de bénéfice net, pour refléter l'affaiblissement de la demande et des prix dans ses divisions matériaux et acier. Le groupe, qui pâtit des vents contraires qui balayent l'industrie européenne, a également signé des trimestriels en demi-teinte. Notons qu'il a annoncé la vente de ses activités en Inde.

West Pharma (-14%) : Le fabricant d'équipements pharmaceutiques n'a pas démerité. Ses ventes ont crû de 10% en 2023, et sa marge brute et son bénéfice ont augmenté au dernier trimestre. Mais le groupe américain a dévoilé des prévisions timides pour 2024 : ses perspectives de bénéfices ajustés et de ventes nettes ont manqué les attentes du marché.

Heineken (-6%) : Le brasseur néerlandais déçoit. Il dévoile un bénéfice net annuel de 2,3 milliards d'euros pour 2023, inférieur aux attentes et en repli par rapport aux 2,68 milliards d'euros de 2022. Les volumes de bière sont aussi en recul, plus qu'attendu par le consensus, et la marge d'exploitation s'est contractée.

Matières premières

Energie : Petite progression hebdomadaire du pétrole cette semaine, malgré des vents contraires, comme la progression du dollar américain et la forte augmentation des stocks

hebdomadaires aux Etats-Unis (qui ont progressé de 12 millions de barils). L'OPEP et l'Agence internationale de l'énergie (IEA) ont publié leur rapport mensuel sur les marchés pétroliers. Il n'y a pas beaucoup de changement par rapport au mois de janvier puisque l'OPEP et l'IEA n'ont pas modifié leurs prévisions concernant la croissance de la demande mondiale en pétrole. Le cartel se montre toujours très optimiste sur l'état de la demande, l'IEA l'est nettement moins en tablant sur son essoufflement. Le Brent européen progresse à 83 USD tandis que le WTI américain avance à 78 USD le baril. En Europe, douceur hivernale et niveau de stockage confortable mènent le cours du gaz vers un nouveau plus bas annuel, à 24 EUR/MWh.

Métaux

Coup dur pour l'or, qui revient près des 2000 USD l'once, pénalisée par les dernières statistiques économiques aux Etats-Unis, qui n'ont pas de quoi inciter la Réserve Fédérale à se presser pour baisser ses taux directeurs. Par conséquent, les rendements obligataires sont remontés en flèche, au détriment de la relique barbare qui revient à la case départ. Du côté des métaux industriels, le cuivre a fait du surplace au LME, à 8150 USD, tout comme l'aluminium (2200 USD) et le zinc (2300 USD).

Produits agricoles : Aucune amélioration n'est en vue à Chicago, où les prix céréaliers poursuivent leur dynamique baissière. Le maïs s'échange autour de 430 cents, contre 570 cents pour le boisseau de blé.

Macroéconomie

Ambiance : Don't fight the Fed. Ah oui, vraiment ? On se demande bien qui est encore attentif à l'évolution des taux d'intérêts. De-

puis le début de l'année, le rendement du 10 ans aux Etats-Unis est passé de 3.78% à 4.33% la semaine dernière. Sans aucune conséquence sur les principaux indices américains qui ont encore enregistré de nouveaux records historiques. Merci qui ? L'IA bien sûr ! Pourtant, l'un des piliers de la hausse repose sur la maîtrise de l'inflation permettant une baisse des taux directeurs. Malheureusement, force est de constater que les choses s'effritent quelque peu. L'indice des prix à la consommation aux Etats-Unis (le CPI) est ressorti au-dessus des anticipations à +3.9% en rythme annuel contre +3.7% attendus. La publication ce vendredi d'un PPI hors alimentation et énergie non seulement au-dessus des attentes (2% vs. 1.6% en rythme annuel) mais aussi en hausse par rapport au mois précédent (1.7% chiffre révisé) en a remis une couche. La prochaine échéance sera le 29 février prochain avec la publication du PCE Core, indicateur d'évolution des prix privilégié par les membres de la Fed. Affaire à suivre.

Crypto. Le bitcoin (BTC) continue sur la même lancée que la semaine dernière en progressant de 8% depuis lundi et se retrouve au niveau des 52 200 dollars à l'heure où nous écrivons ces lignes. Son envolée s'explique, encore une fois, en grande partie par les flux de capitaux qui ruissellent dans les ETF Bitcoin Spot aux US, avec notamment ce mardi des entrées nettes records sur une journée dans les ETF à hauteur de 631,3 millions de dollars. Désormais, à ce niveau de prix, près de 90% des détenteurs de bitcoins se retrouvent en situation de plus-value latente. De son côté, l'ether suit la même tendance cette semaine, et surperforme même le leader du marché en grim pant de 12% et repasse ainsi au-dessus du seuil des 2 800 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 15 Février 2024 Valeur : 19 Février 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5370	134.5520
1	EUR	EURO		144.3582	144.4281
1	GBP	POUND STERLING		168.7408	168.8443
100	JPY	JAPANESE YEN		89.5838	89.6117
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7005	18.7062
1	CHF	SWISS FRANC		152.1740	152.2598
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.3040	99.3664
1	DKK	DANISH KRONE		19.3665	19.3714
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7812	12.7862
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7045	12.7091
1	AED	UAE DIRHAM		36.6247	36.6387
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8708	35.8796
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.3834	436.5737
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.5672	42.9950
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3408	13.3423
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.6734	27.8155
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5423	3.5427
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7838	177.7838

ROYAUME-UNI

Londres est officiellement en récession

Les chiffres publiés jeudi 15 février par l’Office for National Statistics (ONS) sont sans appel : le PIB du Royaume-Uni s’est contracté de 0,3 % au quatrième trimestre 2023, après un recul de 0,1 % les trois mois précédents.

Techniquement, le pays est donc entré en récession, explique The Independent. “Sur l’ensemble de l’année, l’économie a connu une croissance anémique de 0,1 %, contre 4,6 % en 2022. Soit la progression la plus faible depuis la crise financière de 2009, si l’on exclut la chute provoquée par la pandémie en 2020.” Tous les grands secteurs étaient orientés à la baisse à la fin de l’année dernière : les services (– 0,2 %), la production industrielle (– 1 %), la construction (– 1,3 %), a précisé Liz McKeown, responsable des statistiques économiques de l’ONS. Alors que, selon certains économistes, ces statistiques dénotent plutôt une “stagnation”, dont rien ne montre qu’elle sera durable, The Guardian estime au contraire qu’elles mettent en évidence un “profond malaise”. “Les chiffres montrent que la croissance économique par habitant a diminué durant sept trimestres consécutifs. Il s’agit de la pire performance depuis 1955”, souligne le quotidien. L’annonce d’une récession technique n’affectera pas beaucoup “les millions de personnes déjà confrontées à de très graves difficultés”, confirme Alfie Stirling, l’économiste en chef de la Fondation Joseph Rowntree, cité par The Independent. “Les réfrigérateurs sont dé-

branchés ou vides alors que les prix de l’alimentation, déjà exorbitants, continuent d’augmenter. Des familles ne peuvent plus faire face aux échéances de leurs prêts et autres emprunts immobiliers, alors que les taux d’intérêt pèsent sur leurs finances. Quant aux emplois, ils sont de plus en plus menacés à mesure que le marché du travail se détériore.”

Rebond du commerce de détail en janvier

Cette première récession technique depuis le début de la pandémie masque en fait “une baisse bien plus grave du niveau de vie”, reconnaît le quotidien conservateur The Telegraph. Même si la Grande-Bretagne a évité le ralentissement beaucoup plus marqué qui lui était promis il y a peu, elle a “désespérément besoin d’un plan crédible pour retrouver une croissance robuste”. Les chiffres qui viennent d’être rendus publics constituent un “coup dur” pour Rishi Sunak, constate Bloomberg. Le Premier ministre avait fait du retour à la croissance l’une de ses cinq priorités avec la réduction de la dette, la réduction de moitié de l’inflation, la fin des listes d’attente pour accéder aux services de santé et l’arrêt de l’immigration illégale, rap-

pelle le média américain. Or, jusqu’à présent, Rishi Sunak ne peut revendiquer de victoire que sur l’inflation, ramenée à 4 % après un pic à plus de 11 % à la fin de 2022, “un sujet sur lequel la Banque d’Angleterre a bien plus d’influence que le gouvernement”. Le jour même de la publication des chiffres de l’ONS, le parti conservateur a d’ailleurs perdu deux élections partielles au profit des candidats travaillistes. “C’est le dixième scrutin partiel perdu par la majorité depuis les dernières élections législatives en décembre 2019, soit le pire résultat pour n’importe quel gouvernement britannique depuis les années 1960”, souligne Bloomberg. Pour sa part, The Wall Street Journal préfère titrer sur le rebond du commerce de détail en janvier, qui promet “une sortie rapide de la récession”. Le volume des ventes au détail a augmenté de 3,4 % sur un mois, selon l’ONS, “soit le double de la hausse prévue”. Aux États-Unis, explique le quotidien américain, c’est la consommation qui a permis à l’économie dans son ensemble d’opérer un rebond spectaculaire au cours des derniers mois de 2023. “La reprise du commerce de détail est donc essentielle pour garantir la croissance du Royaume-Uni au début de 2024.”

SECTEUR ÉOLIEN

L’Union Européenne donne un coup d’accélérateur inédit

Après l’adoption du paquet sur l’énergie éolienne en fin d’année dernière, les entreprises sont dans les starting blocks pour atteindre les objectifs de production. L’année dernière, un nombre record de parcs éoliens ont été construits en Europe, mais cela reste loin de suffire pour atteindre les objectifs de l’Union Européenne en matière d’énergie verte. Dans ce numéro de Business Planet, Andrea Bolitho se rend dans le nord de la Belgique, sur le site de ZF Wind Power, l’un des principaux producteurs mondiaux de boîtes de vitesses,

qui constituent le cœur d’une éolienne. Alors que la demande en énergie verte augmente, la production peut-elle suivre le rythme ? Les éoliennes sont de plus en plus grandes, tout comme les boîtes de vitesse et les groupes motopropulseurs, ainsi que l’équipement nécessaire pour les tester. “Ce qu’on voit sur le banc d’essai, c’est un engin de 7,2 mégawatts”, explique Felix Henseler, PDG de ZF Wind Power, dans l’usine de Lommel. “Et nous le testons aussi à 7,2 Mégawatts avec un couple moteur et une amplitude de vibrations maximum et un facteur de

charge à 100 %”. L’Union Européenne sait que le temps presse, et a adopté un “paquet” sur l’éolien afin d’accélérer le développement de l’industrie dans ce secteur. S’il n’est pas réaliste de doubler la production l’an prochain, selon Felix Henseler, certaines usines seraient en fait sous-exploitées, ce qui laisse une marge de manœuvre pour augmenter la cadence de production, une fois que les commandes arriveront. “Il existe déjà des ressources disponibles sur le marché que nous pourrions utiliser pour augmenter notre production”, estime le dirigeant. “C’est

ambitieux, mais globalement, ce n’est pas hors de portée, mais nous devons nous y mettre dès à présent. Nous avons tous les outils en main, avec le paquet sur l’éolien, également, qui a été adopté par l’Union Européenne et sur lequel tous les États membres se sont mis d’accord”. “Ce qui est vraiment frustrant”, répond Felix Henseler, “c’est qu’il faut se battre pour les sensibiliser. C’est une question qui est frustrante. Après, je dois dire que je suis assez fier de l’Union européenne, car je n’avais jamais vu un tel coup d’accélérateur jusqu’à présent”.

BIG TECH. AMAZON

Jeff Bezos vend 4 milliards de dollars d’actions en quatre jours

Le troisième des hommes les plus riches du monde vient de céder quelque 24 millions d’actions de la société qu’il a fondée voilà trente ans et dont il reste le président. Selon le “Financial Times”, le milliardaire devrait désormais consacrer une part plus importante de sa fortune à Blue Origin, son entreprise spatiale. Coup sur coup, le fondateur d’Amazon vient de vendre deux lots d’actions de sa société pour une somme totale de 4 milliards de dollars (3,7 milliards d’euros), rapporte le Financial Times. Jeff Bezos, qui a quitté en 2021 ses fonc-

tions de directeur général de la multinationale établie à Seattle mais qui en est toujours le président exécutif, “a vendu entre le vendredi 9 et le lundi 12 février quelque 12 millions d’actions, pour environ 2 milliards de dollars. L’opération faisait suite à la vente, la semaine précédente, d’environ 12 millions d’actions, totalisant également 2 milliards de dollars, selon les documents boursiers.” Même après ces deux opérations, Bezos reste le premier actionnaire d’Amazon avec une participation évaluée à plus de 9 %, précise le quotidien

économique britannique. Toutefois, alors que sa fortune actuelle est évaluée à quelque 190 milliards de dollars, il ne compte pas s’en tenir là. “Amazon a annoncé qu’il prévoit de vendre jusqu’à 50 millions d’actions d’ici à la fin de janvier 2025.” Depuis trois ans, Jeff Bezos a pris du recul par rapport à la direction d’Amazon pour se consacrer à d’autres projets, notamment à son entreprise spatiale, Blue Origin, “en retard par rapport à SpaceX, la société rivale d’Elon Musk”, explique le journal. En septembre 2022, le lancement de la

fusée New Shepard, qui ne transportait pas de passagers, s’était soldé par un crash. Mais en décembre dernier une nouvelle fusée avait enfin réussi à décoller du Texas. “Blue Origin doit maintenant progresser plus rapidement. C’est l’une des raisons qui m’ont conduit à quitter mon poste de PDG d’Amazon”, avait alors déclaré Jeff Bezos, qui est également propriétaire du Washington Post et fondateur du BezosEarthFund, un fonds destiné à la lutte contre le changement climatique.

ARGENTINE
Premier excédent budgétaire mensuel en 12 ans

L’Argentine, où le nouveau président Javier Milei souhaite une forte réduction des dépenses publiques, a enregistré en janvier son premier excédent budgétaire mensuel en près de 12 ans, a annoncé le ministère de l’Économie. Janvier a été le premier mois complet qu’a passé à la tête de l’État Javier Milei, un libertaire d’extrême droite qui a pris ses fonctions en décembre. Il s’est terminé sur un solde positif des finances du secteur public de 589 millions de dollars au taux de change officiel, a affirmé le gouvernement vendredi soir. Ce chiffre inclut le paiement des intérêts de la dette publique. Il s’agit du «premier excédent financier (mensuel) depuis août 2012 et du premier excédent pour un mois de janvier depuis 2011», a déclaré le ministère de l’Économie, selon l’agence officielle Telam. Javier Milei négocie avec le Fonds monétaire international (FMI) sur la restructuration des 44 milliards de dollars de dettes contractées auprès de cette institution et s’est engagé à parvenir à l’équilibre des finances publiques cette année. «Le déficit zéro n’est pas négociable», a lancé vendredi le ministre de l’Économie Luis Caputo sur X. Le président Milei, un économiste, préconise à la fois une forte réduction des dépenses publiques et de la dette publique.

CRASH-TEST EN VOITURE ÉLECTRIQUE

Quels sont les dégâts ?

Parce qu'elles sont bien plus lourdes et intègrent une batterie très sensible aux chocs et à la chaleur, les voitures électriques représentent un défi particulièrement complexe en cas de choc. Explications avec les ingénieurs Mercedes.

Dans cet immense bâtiment de 90 mètres sur 90 dépourvu de tout mur ou poteau, une si-rène stridente retentit. C'est le signal qu'il faut poser son casque anti-bruit sur les oreilles et se concentrer sur cette zone ultra-éclairée où de multiples caméras vont filmer à 1 000 images/seconde, et sous tous les angles, le crash-test entre un Mercedes EQA et un EQS SUV. Pour ce choc frontal, chacun arrive à 56 km/h (la norme Euro NCAP est de 50 km/h), et le recouvrement sera de 50 %, simulant ainsi une tentative d'évitement ayant partiellement échoué. Mais avant de juger du résultat, revenons sur les spécificités des électriques en cas d'accident. Étant donnée la quantité de puissance électrique contenue dans la batterie, il ne faut pas qu'un choc l'endommage et laisse "fuir" ce courant dangereux dans la carrosserie, ce qui pourrait être fatal aux occupants et aux secouristes. Lors d'un choc important, des capteurs commandent donc la déconnexion immédiate de la batterie pour l'isoler de la carcasse de la voiture.

Protection contre les chocs

Deuxièmement, une déformation importante ou la pénétration d'un objet dans la batterie peuvent provoquer une fuite de courant, ou un incendie extrêmement difficile à stopper, à moins de noyer complètement la batterie. Les constructeurs conçoivent donc un boîtier très résistant pour la protéger et la positionnent en partie centrale de la voiture afin de lui épargner le plus possible d'être touchée ou déformée. Ils vont même jusqu'à la protéger des chocs latéraux par de larges



profilés d'aluminium disposés de chaque côté, destinés à absorber l'énergie du choc.

Enfin, ces "zéro émission" pèsent plus lourd que leurs équivalents thermiques, car si un moteur électrique reste plus compact et léger qu'un bloc essence ou diesel, il faut y ajouter un réducteur (la transmission à un rapport, très rarement deux), une électronique de contrôle et de puissance, un chargeur embarqué, un peu de refroidissement... et surtout une lourde batterie.

Jusqu'à 700 kg de batterie

En gros, comptez 350 kg pour un accumulateur de 50 kWh, et plus de 700 kg pour un de 100 kWh. Au final, une électrique pèse, selon sa taille et sa batterie, 300 à 500 kg de plus qu'une thermique. Et tous ces kilos supplémentaires en entraînent d'autres, car il faut redimensionner trains roulants, pneus et freins, ce qui impose, en cas de choc, d'absorber da-



vantage d'énergie puisque chaque kilo en mouvement implique une énergie cinétique supplémentaire. Les zones d'absorption des chocs sur la partie avant doivent donc être revues à la hausse, entraînant là encore du poids dans un cercle vicieux que nous confirme Julia Hinners, ingénieur "sécurité passive" chez Mercedes. Mais il y a pire : si, dans un modèle thermique à moteur avant, l'ensemble moteur-boîte – masse très rigide et la plus élevée du véhicule – absorbe beaucoup d'énergie au moment du choc et est rapidement stoppé, la batterie des électriques se comporte différemment. Bien plus lourde qu'un moteur-boîte, elle est aussi placée plus en arrière et continue de pousser vers l'avant tant qu'elle n'est pas complètement arrêtée. Elle ne participe pas à l'absorption de l'énergie, bien au contraire. Une spécificité qui impose des longerons et renforts de structure bien plus gros que sur une voiture thermique, au point que ceux d'une EQS sont deux fois plus imposants que ceux de la Classe S !

120 mannequins

De même, Hervé Scheidegger, le maître d'œuvre de la plateforme STLA Medium de Stellantis, nous confirmait que ces renforts étaient dimensionnés "au plus fort" (pour un 5008 électrique 7 places, par exemple), même si un 3008 (5 places essence) n'en a pas l'utilité. Encore du poids qui aggrave le cercle vicieux évoqué. Bien sûr, le recours aux aciers spéciaux, à l'aluminium ou à d'autres alliages est possible, mais les ingénieurs Mercedes avouent avec envie que des technologies de batteries moins lourdes leur faciliteraient considérablement la tâche.

En attendant, les calculs par ordinateurs pour concevoir des blocs avant ultra-résistants, les simulations du comportement de ces structures et les fameux crash-tests physiques vérifient qu'on ne s'est pas trompé.

L'EQA et l'EQS SUV participent ce jour-là à l'un des 900 chocs opérés chaque année (frontaux, sur barrière déformable, choc latéral, contre un poteau...) par Mercedes afin de garantir notre sécurité. Pour cela, le constructeur utilise plus de 120 mannequins, représentant hommes, femmes et enfants, dont la valeur voisine les 200 000 € pièce du fait des capteurs – près de 150 pour les plus sophistiqués – reliés à des enregistreurs.

Deux modèles lancés à 56 km/h

Les deux modèles sont lancés par des câbles intégrés à des rails. Une vitesse de 56 km/h ne semble pas élevée, mais c'est comme si l'un des véhicules, à l'arrêt, était percuté par l'autre à 112 km/h ! Le choc est effroyablement bruyant et violent, les dégâts à peine croyables. L'EQS SUV a pivoté sur sa droite et légèrement dépassé le point d'impact, l'avant gauche est écrasé mais la porte conducteur s'ouvre normalement, tandis que le pare-brise n'est pas cassé. Mais l'EQA, plus léger de 800 kg, a reculé d'une quinzaine de mètres sous le choc. Côté gauche, le train avant – roue, bras de suspension, ressort-amortisseur – a été arraché. Le pare-brise a été brisé par le recul du capot, tandis que le bas de caisse et de la porte conducteur sont bien froissés, mais la porte s'ouvre en forçant un peu. Dans les deux véhicules, seuls les airbags frontaux et côté gauche, celui du choc, se sont déclenchés, ceux du côté droit restant disponibles et opérationnels si un suraccident se produisait. Avant de s'approcher des carcasses, deux pompiers en scaphandre avec bouteilles d'oxygène font le tour et vérifient, à l'aide d'un thermomètre laser, qu'il n'y a pas d'échauffement anormal pouvant se transformer en incendie.

Pas plus de 25 g subis

À côté, un énorme chariot élévateur se tient prêt à évacuer le véhicule en question à l'extérieur, pour le plonger dans un container rempli d'eau – seul moyen de stopper le brasier d'une électrique. Puis, les ingénieurs vérifient que la batterie s'est bien déconnectée automatiquement et que la carrosserie n'est pas sous tension. Enfin, on s'approche pour constater, à la fois les dégâts et la bonne résistance de la "cellule de survie". Résultat : les capteurs relèvent des décélérations raisonnables subies pas les mannequins, entre 20 et 25 g, ainsi que de très faibles risques de blessures graves dans les deux véhicules. Exactement ce qu'avaient prévu les calculs de simulation, et surtout le même niveau de protection qu'un modèle thermique... au prix de structures d'absorption plus lourdes et complexes. Défi relevé, donc !

PORSCHE 911 TARGA

Le restylage approche

Dans quelques semaines, nous découvrirons le restylage de l'ensemble de la famille Porsche 911. Parmi les membres de cette grande fratrie, il y a bien entendu la version Targa qui profite de ses deniers essais de mise au point sur route enneigée. Le restylage de la famille Porsche 911 est bientôt prêt. Encore quelques essais et nous pourrions découvrir les modifications apportées sur le type 992-2. Sur la Porsche 911 Targa dont un prototype pratiquement sans camouflage a été photographié, on peut apercevoir les quelques changements opérés par le constructeur allemand. À l'avant tout d'abord, les projecteurs affichent un nouveau design intérieur avec une signature lumineuse faite de quatre traits de lumière. Le bouclier avant reçoit de nouvelles prises d'air à volets mobiles tandis que les clignotants, situés à la jointure du bouclier et des ailes avant,



ne changent pas de forme. Pour ce qui concerne la partie arrière, les différences sont assez nombreuses avec des sorties d'échappement qui migrent vers le centre du bouclier, des feux arrière dont la base a été agrandie, le support de plaque a été agrandi et les catadioptrés sont également différents. En ce qui concerne les moteurs, si le secret est bien gardé, il se dit que la Porsche 911 Targa 4 passerait de 385

à 395 ch, que les Targa 4S et Targa 4GTS bénéficieraient d'un système micro-hybride 48V de chez Valeo afin de gagner une dizaine de chevaux sans augmenter les rejets de CO2. La version Targa ne devrait pas en revanche bénéficier du système hybride T-HEV à hautes performances que Porsche implantera avec le restylage sur certains modèles de la famille 911.

APPLE ET VIE PRIVÉE

Vraie promesse ou stratégie marketing ?

Apple se pose comme le chevalier blanc de la protection des données personnelles, et n'hésite jamais à communiquer sur ses avancées et les solutions intégrées à ses différents produits. Pourtant, la marque n'est pas irréprochable sur le sujet et se livre à quelques pratiques en totale contradiction avec ses valeurs, mais qui lui rapportent beaucoup d'argent.

« Nous pensons que la vie privée est un droit humain fondamental ». Cette phrase est depuis de nombreuses années martelée par Tim Cook et ses équipes à la moindre occasion. Pour se différencier des autres GAFAM, qui usent et abusent du traitement des données personnelles de leurs utilisateurs, Apple a emprunté une autre voie, en mettant la confidentialité et le respect de la vie privée au cœur de ses produits, et de sa communication.

Tim Cook pose Apple comme le chevalier blanc de la confidentialité

Tim Cook, le CEO de la marque à la Pomme, a été invité il y a plusieurs années à donner une conférence au Time 100 Summit, un événement organisé par le célèbre magazine américain et qui regroupait de nombreux leaders d'opinion et personnalités influentes afin qu'elles donnent leur point de vue et leur vision du monde.

C'est évidemment sur le respect des données personnelles par les géants du web qu'a souhaité s'exprimer l'homme fort d'Apple, lequel s'est alarmé d'un éventuel changement de comportement des utilisateurs provoqué par les pratiques peu respectueuses de la confidentialité de certaines sociétés.

« Je crains profondément la perte de la vie privée. Si nous commençons à sentir que nous sommes surveillés en permanence, notre comportement change. Nous commençons à en faire moins. Nous commençons à moins penser aux choses. Nous commençons à modifier notre façon de penser. Dans un monde comme celui-là, où nous nous restreignons, cela change la société de façon majeure ».

Il ajouta : « Il est difficile de dire qu'une entreprise, ou n'importe qui d'autre d'ailleurs, devrait pouvoir intervenir et, de manière non informée, aspirer vos données. C'est l'une de mes grandes préoccupations ».

De nombreuses initiatives, mais encore quelques manques

Apple n'est pourtant pas exempte de reproches en matière de respect de la vie privée et malgré des campagnes publicitaires emplies de belles promesses, la Pomme ne va pas toujours au bout de ses convictions affichées. L'entreprise met aujourd'hui la confidentialité au cœur de ses produits et a intégré bon nombre de solutions techniques pour empêcher la récupération de données personnelles. C'est par exemple le cas d'App Tracking Transparency, un dispositif qui empêche le suivi publicitaire d'une application sur l'iPhone ou l'iPad sans le consentement explicite de l'utilisateur. Cette nouvelle pratique a d'ailleurs coûté plus de 10 milliards de dollars de chiffres d'affaires à Meta (Facebook), privée de précieuses données utilisables par les annonceurs, et qui a dû changer d'urgence sa



manière de proposer de la publicité ciblée moins gourmande en données personnelles. De l'autre côté, on peut citer Private Relay, un système disponible dans les offres iCloud+ et qui permet de masquer son adresse IP lors de la connexion à un site web. Certains utilisateurs pourraient penser dès lors que ce produit est en réalité un VPN, mais il n'en est rien et ne masque votre position que de manière parcellaire. Vous êtes toujours localisé dans une zone géographique, seule votre position exacte n'est pas révélée. Dommage que le produit ne soit réservé qu'aux abonnés payants à iCloud, et pas à tous les utilisateurs. Parmi les autres initiatives intégrées aux différentes applications d'Apple, on peut citer Mail qui bloque l'adresse IP et télécharge le contenu distant en arrière-plan de manière privée, le rapport de confidentialité qui permet aux utilisateurs de consulter l'activité de chacune de leurs applications, ou encore les étiquettes obligatoires pour chaque application sur l'App Store, et qui montrent les permissions demandées, ainsi que les données collectées lors de l'utilisation. Apple est aussi la première entreprise de cette ampleur à avoir intégré les clés d'identification, qui remplacent les mots de passe par des codes biométriques.

On peut également noter que si Apple est prompt à refuser l'accès aux données personnelles des utilisateurs pour afficher de la publicité, elle ne se prive pas d'en faire bon usage pour vanter ses propres services. L'App Store propose aujourd'hui des publicités dans le champ de recherche, avec un lien sponsorisé affiché en tête de la liste des résultats. De la publicité ciblée est aussi proposée en page d'accueil de l'App Store. Les rumeurs indiquent enfin que Tim Cook souhaite pousser massive-

ment son activité publicitaire, qui lui rapporte déjà plusieurs milliards de dollars par an, en ajoutant des annonces dans les applications Apple Plans et Podcasts. Depuis 2023, Apple propose une nouvelle option très pratique permettant de chiffrer intégralement le contenu de son compte iCloud. Toutes les données, comme les messages, les photos, les données stockées sur iCloud ou encore les rappels, sont sécurisés. Seuls les mails, les contacts et les calendriers sont exclus pour des raisons de compatibilité avec d'autres services tiers via les protocoles (IMAP, CardDAV ou CalDAV). Si l'option est, à raison, saluée par de nombreux défenseurs des libertés individuelles, elle n'est toutefois pas activée par défaut, et il faut aller la chercher dans les nombreux réglages du système d'exploitation, au fin fond de la page réservée aux réglages iCloud. Les power users sauront trouver le réglage, mais la majorité des utilisateurs n'en connaît pas l'existence, et le manque de communication d'Apple sur cette fonctionnalité n'arrange malheureusement pas les choses.

De nouvelles régulations qui viennent mettre à mal les ambitions d'Apple en matière de respect de la vie privée

Apple a aussi fort à faire sur le marché européen. La Commission européenne a adopté en 2022 le Digital Markets Act (DMA), un arsenal législatif qui a pour but d'encadrer les pratiques des géants du numérique et d'offrir une régulation plus importante de ces entreprises. Après des mois de négociations, Apple a, fait rare, dû rendre les armes et a annoncé en janvier 2024 que l'iPhone et l'iPad allaient s'ouvrir à des boutiques d'applications tierces. Les utilisateurs ne seront ainsi plus forcés à en passer par l'App

Store, mais pourront installer n'importe quelle boutique et n'importe quelle application sur leurs appareils. Apple a bien insisté à de nombreuses reprises sur les problèmes de sécurité que lui posait le DMA, et en ce sens, le constructeur a raison. Si iOS est un système totalement fermé, et qu'Apple en profite pour imposer ses conditions commerciales très dures aux développeurs, cette prison dorée est aussi le gage d'une vérification de chaque logiciel et de chaque service. Avec l'ouverture aux boutiques tierces, Apple ne peut plus proposer le même niveau de sécurité aux utilisateurs qui décident de franchir le cap.

De belles promesses mises sous le tapis pour quelques milliards de dollars

Si Apple affronte ses concurrents et se présente en défenseur des libertés individuelles en plaçant par exemple un outil anti tracking directement au sein de Safari, l'entreprise ne rechigne pas non plus à faire de Google le moteur de recherche par défaut du navigateur. Un accord entre les deux géants stipule que Google reverse 36 % des revenus publicitaires qu'il génère depuis Safari. Le montant reversé par le moteur de recherche s'élèverait aujourd'hui à 18 milliards de dollars par an. C'est pourtant la même Apple qui avait décrié les pratiques du géant de Mountain View en affirmant que ce dernier passait "au crible vos photos de famille afin de les revendre pour Dieu seul sait quel motif publicitaire". La vraie épine du pied dans le discours d'Apple reste toutefois sa situation en Chine. Si pour les pays occidentaux, Apple assure garder un total contrôle des données utilisateurs, les clients chinois n'ont pas accès au même niveau de protection. En effet, Apple a accepté que les données des comptes iCloud soient stockées sur des serveurs localisés en Chine et accessibles par les autorités. Apple n'a eu d'autre choix que de jeter un voile opaque sur ses bonnes intentions et de passer un accord avec le gouvernement chinois pour accéder à un marché de plus d'un milliard de clients potentiels. Chez Apple, les profits sont donc parfois bien plus forts que les principes...

Alors, le discours d'Apple sur le respect de la vie privée est-il sincère, ou une vaste supercherie marketing ? Comme toujours, la vérité se situe quelque part au milieu. Le constructeur de Cupertino a fait de vrais efforts en matière de confidentialité, avec des décisions parfois radicales et qui peuvent même lui poser quelques difficultés. En refusant par exemple d'exploiter les données de ses utilisateurs, son assistant vocal, Siri, reste à la traîne par rapport à ses concurrents. Malgré ces efforts louables, Apple reste toutefois une entreprise, soumise à ses actionnaires, et peut rapidement mettre ses principes sous le tapis pour générer plus d'argent. On peut donc saluer les initiatives de la marque, sans être dupe de ses réelles intentions.

[illegible]

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION:
36 morts et 1.252 blessés en une semaine

Trente-six (36) personnes ont trouvé la mort et 1.252 autres ont été blessées dans 1.023 accidents de la circulation survenus durant la période allant du 11 au 18 février, à travers les différentes wilayas du pays, ont indiqué dimanche les services de la Protection civile dans un bilan hebdomadaire. "Le nombre d'interventions de la Protection civile durant la période allant du 11 au 18 février en cours, s'élève à 21.608, dont 1.023 interventions liées aux accidents de la circulation ayant fait 36 décès et 1.252 blessés", a précisé la même source. Les mêmes services ont eu 30 interventions pour des accidents d'asphyxie et d'intoxication au monoxyde de carbone, faisant état de deux (2) morts et 64 cas transférés à l'hôpital. La même source a également fait état de "297 interventions liées aux incendies urbains et 16 autres en rapport avec le couvert végétal".

CONSEIL DES MINISTRES

Le président de la République préside une réunion

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant plusieurs secteurs, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. « Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés sur le statut particulier et le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale, le rapport d'étape sur la stratégie de numérisation, la nouvelle mission de ce qui était appelé les fermes pilotes, la stratégie du secteur de l'Hydraulique pour l'eau potable et les eaux usées, outre un état des lieux en prévision de la saison du hadj 2024 », lit-on dans le communiqué.

BOUGHALI

«La Journée du Chahid, l'un des maillons forts qui maintiennent droite la voie que nous empruntons»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a affirmé, dimanche, que la Journée du Chahid constituait l'un des maillons forts qui nous permettent d'emprunter la même voie que nos valeureux Chouhada et de poursuivre la marche. « A chaque occasion, les générations montantes exaltent les hauts faits de nos vaillants martyrs. La Journée du Chahid se veut l'un des maillons forts qui nous permettent d'emprunter la même voie et de poursuivre la marche », a écrit M. Boughali sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

GOUDJIL

«Le legs des Chouhada est ancré dans la conscience de la nation»

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a affirmé, dimanche, que le legs des Chouhada est préservé et ancré dans la conscience de la nation et leur serment continuera à être honoré par les enfants fidèles de la Patrie dans l'Algérie novembriste nouvelle. « En cette Journée nationale du Chahid, j'invoque votre mémoire, compagnons d'arme, et je me remémore vos hauts faits qui ont défait le colonisateur et ouvert les portes de la gloire à l'Algérie. Votre legs est préservé et ancré dans la conscience de la nation et votre serment continuera à être honoré par les enfants fidèles de la Patrie dans l'Algérie novembriste nouvelle », a écrit M. Goudjil sur son compte officiel sur les réseaux sociaux, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du Chahid.

BAD

L'Afrique domine le classement des 20 pays à la croissance économique la plus forte au monde en 2024

L'Afrique comptera, en 2024, onze des vingt pays ayant la croissance économique la plus forte au monde, indique le Groupe de la Banque africaine de développement dans la dernière édition de son rapport « Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique » dévoilée vendredi. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du continent devrait s'établir en moyenne à 3,8 % cette année et 4,2 % en 2025. Ces chiffres sont supérieurs aux moyennes mondiales estimées à 2,9 % et 3,2 %, selon le rapport. L'Afrique devrait rester la deuxième région connaissant la croissance la plus forte après l'Asie. Les onze premiers pays africains, qui devraient connaître de solides performances économiques en 2024, sont le Niger (11,2 %), le Sénégal (8,2 %), la Libye (7,9 %), le Rwanda (7,2 %), la Côte d'Ivoire (6,8 %), l'Éthiopie (6,7 %), le Bénin (6,4 %), Djibouti (6,2 %), la Tanzanie (6,1 %), le Togo (6 %), et l'Ouganda (6 %). « Malgré un environnement économique mondial et régional difficile, quinze pays africains ont enregistré une croissance de leur production de plus de 5 % », a déclaré le président du Groupe de la Banque africaine de

développement, Akinwumi Adesina, appelant à des pools de financement plus importants et à plusieurs interventions politiques pour stimuler davantage la croissance du continent. M.Adесina, a appelé à des pools de financement plus importants et à plusieurs interventions politiques pour stimuler davantage la croissance de l'Afrique. Le rapport « Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique » (MEO), une publication semestrielle qui paraît au premier et au troisième trimestres de chaque année, complète les « Perspectives économiques en Afrique » (PEA), qui sont axées sur les questions de politique émergentes clés, pertinentes pour le développement du continent. Le rapport MEO fournit une évaluation actualisée, basée sur des données probantes, des performances macroéconomiques récentes du continent et des perspectives à court et moyen terme dans un contexte d'évolution dynamique de l'économie mondiale. Le nouveau rapport appelle à un optimisme prudent compte tenu des défis posés par les risques mondiaux et régionaux, à savoir la

montée des tensions géopolitiques, l'augmentation des conflits régionaux et l'instabilité politique, qui pourraient perturber les flux de commerce et d'investissement et maintenir les pressions inflationnistes. M.Adесina a souligné que les déficits budgétaires s'étaient améliorés, la reprise plus rapide que prévu après la pandémie ayant contribué à accroître les recettes. « Cela a conduit à une stabilisation du déficit budgétaire moyen à 4,9 % en 2023, comme en 2022, mais nettement inférieur au déficit de 6,9 % enregistré en 2020. Cette stabilisation est également due aux mesures d'assainissement budgétaire, en particulier dans les pays présentant des risques élevés de surendettement. », a-t-il déclaré. M.Adесina a averti qu'en raison des incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale, les situations budgétaires du continent africain continueraient d'être vulnérables aux chocs mondiaux. Le rapport montre que les perspectives de croissance à moyen terme pour les cinq régions du continent s'améliorent lentement, signe de la résilience continue des économies africaines.

LIBYE

L'Algérie exhorte les parties libyennes à saisir l'opportunité de la Conférence de la réconciliation nationale

L'Algérie a exhorté, dimanche depuis Addis-Abeba (Éthiopie), les parties libyennes à saisir l'opportunité de la Conférence de la réconciliation nationale, qui se tiendra à Syrte en avril prochain, pour « rétablir la cohésion entre les enfants de la Libye une et indivisible ». S'exprimant sur le point relatif au rapport du Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a précisé que l'Algérie «

exhorte les parties libyennes à saisir cette précieuse opportunité et à la mettre à profit pour rétablir la cohésion entre les enfants de la Libye une et indivisible ». L'Algérie « encourage les parties libyennes à adhérer effectivement aux efforts onusiens visant à réunir les conditions nécessaires à l'organisation des élections comme solution permanente et durable à la crise qui a trop duré dans ce pays frère qui nous est cher », a poursuivi le ministre des Affaires étrangères. M. Attaf a en outre exprimé, au

nom du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, « sa reconnaissance au président Denis Sassou-Nguesso pour ses efforts continus à la tête du Comité de haut niveau de l'UA en faveur de la réconciliation entre les enfants de la Libye, pays frère ». Il s'est réjoui de « voir ces efforts aboutir », quelques jours avant la 37e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA, à un accord des parties libyennes pour la tenue de la Conférence

de la réconciliation nationale à Syrte en avril prochain. A ce titre, l'Algérie réaffirme « la nécessité de mettre un terme aux ingérences extérieures » et réitère son appel au « retrait des parties étrangères de Libye, afin de permettre aux efforts africains et onusiens de converger vers l'objectif ultime : permettre à la Libye, pays frère, d'amorcer une nouvelle ère de sécurité, de stabilité, de paix et de prospérité », a ajouté M. Attaf.

SNTF

Journée d'information sur les lois relatives à l'exercice du droit syndical

Une journée d'information a été organisée, samedi à Alger, en prévision du lancement d'un programme de formation début mars, sur les dispositions des lois relatives à l'exercice du droit syndical, à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, et ce au profit des cadres et représentants des travailleurs de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) dans le cadre du renforcement du dialogue social. Ce programme de formation qui se déroulera en

collaboration avec l'Institut national d'études et de recherches syndicales, vise à "faire connaître les droits et devoirs des sections syndicales et de l'administration de la société et à comprendre le cadre juridique de l'exercice du droit syndical dans le cadre du renforcement du dialogue et de l'entente mutuelle pour instaurer un climat de travail positif et stable". Le directeur général de la SNTF, Adj Bouaouni a précisé que ce programme de formation comporte plusieurs sessions tout au long de cette année visant à "définir les règles et

les mécanismes régissant la relation entre l'administration et le partenaire social pour garantir un climat socioprofessionnel devant permettre à la société de réaliser sa stratégie en vue d'améliorer le service public et de s'acquitter de son rôle dans l'économie nationale". Pour sa part, le secrétaire national aux relations extérieures de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Seddik Berrama a mis en avant l'importance de cette formation destinée aux ressources humaines afin de renforcer le dialogue social.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 19 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

